

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
Chèque bancaire ou postal  
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :  
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F  
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :  
à partir de 100 F

15<sup>e</sup> ANNEE - N° 283  
LE NUMERO : 2 FF  
20 FB - 1 FS  
9 au 22 février 1979

## Pour la révolution prolétarienne, la dictature de classe, le communisme !

Nous reproduisons ci-dessous l'éditorial du dernier numéro de notre journal en langue italienne, Il programma comunista, qui défend contre les faussaires du PC italien les bases sur lesquelles a été fondé à Livourne en janvier 1921 le Parti Communiste d'Italie (Section de l'Internationale Communiste).

« Dans le régime social actuel, le régime capitaliste, se développe une opposition croissante entre les forces productives et les rapports de production, d'où naît l'opposition d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

Les rapports actuels de production sont protégés et défendus par le pouvoir de l'Etat bourgeois qui, fondé sur le système représentatif de la démocratie, constitue l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste. »

C'est ainsi que s'ouvre le programme en 10 points sur la base duquel se constitua en janvier 1921 le Parti communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste) en se séparant, au congrès de Livourne, du Parti Socialiste Italien. Et aujourd'hui, voilà le PC italien qui a le front de commémorer la naissance du Parti communiste d'Italie comme partie intégrante de sa propre tradition !

Il s'est transformé par ardeur patriotique en Parti Communiste Italien, jaloux de son indépendance par rapport à tous les autres partis « frères », et fier d'avoir contribué à l'enterrement de l'Internationale de Lénine ! Il proclame que « l'opposition d'intérêts et la lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie dominante »

sont un accident historique désormais dépassé par le « progrès » et par l'existence d'intérêt « supérieurs » communs à toutes les classes ! Ou plutôt, à tous les citoyens, parce que les classes elles-mêmes sont devenues selon lui des phénomènes transitoires, et que la démocratie représentative et son Etat parlementaire, loin d'être « l'organe de la défense des intérêts de la classe dominante » représenteraient désormais les intérêts harmonieusement convergents de tous les membres de la bienheureuse communauté nationale !

« Le prolétariat, poursuit le Programme de Livourne, ne peut briser ni modifier le système des rapports de production qui est à la base de son exploitation sans abattre violemment le pouvoir bourgeois. »

Aujourd'hui le PC italien a le front de commémorer la date du 21 janvier 1921 comme point de départ de sa métamorphose en « prophète de l'unité nationale », lui qui dit qu'on arrivera au socialisme de façon pacifique, sans révolution violente, en empruntant la voie tranquille des réformes démocratiques !

« Après avoir abattu le pouvoir bourgeois, le prolétariat ne peut s'organiser en classe dominante qu'en détruisant

### DANS CE NUMERO

- Défendre le marxisme dans son intégralité.
- De nouvelles armes pour la lutte politique internationale.
- Dans les cinq continents : rapports Chine-USA, la LCR et la Constitution en Espagne.
- La lutte contre le contrôle de l'immigration et la politique criminelle du PCF et de la CGT.
- Lutttes ouvrières : France et Grande-Bretagne.

l'appareil d'Etat bourgeois et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en fondant la représentation de l'Etat sur la base productive et en privant la classe bourgeoise de tout droit politique », disait, sur le fil du marxisme, de sa reconstruction intégrale par Lénine, des

(suite page 2)

## L'internationalisme bourgeois d'E. Maire

« Et à quoi le Parti ouvrier allemand réduit-il son internationalisme ? A la conscience que le résultat de son effort « sera la fraternité internationale des peuples » — expression ronflante empruntée à la bourgeoise Ligue de la liberté et de la paix (partisan du libre-échange, NDR) que l'on voudrait faire passer comme un équivalent de la fraternité internationale des classes ouvrières dans leur lutte commune contre les classes dominantes et leurs gouvernements. De fonctions internationales de la classe allemande par conséquent, par un mot ! [...] En fait, la profession d'internationalisme du programme est encore infiniment au-dessous de celle du parti libre-échangiste. Celui-ci prétend, lui aussi, que le résultat final de son action est la « fraternité internationale des peuples ». Mais encore fait-il quelque chose pour internationaliser l'échange et ne se contente-t-il pas du tout de savoir... que chaque peuple fait, chez lui, du commerce. »

Quand Marx s'indignait ainsi, en critiquant le programme de Gotha, de voir le parti ouvrier abaisser l'internationalisme prolétarien en dessous même du libre-échange bourgeois, il ne pouvait imaginer à quelle abjection pouvait mener l'abandon de l'internationalisme par la contre-révolution stalinienne et la subordination des intérêts internationaux de la classe ouvrière à ceux de l'« économie nationale » et de l'« Etat national », bref de la bourgeoisie de chaque pays.

Les petits-fils de Staline, les tristes pseudo-communistes d'aujourd'hui, qui se félicitent des élan d'un Chirac pour relever le drapeau national, en sont en effet arrivés à s'indigner que l'on cesse d'extraire le charbon dans « nos » mines pour

(suite page 2)

### Réunions publiques

#### • A BOULOGNE-SUR-MER

Le samedi 17 février à 15 h,  
Petite Salle du Coliseum.

### Contre les licenciements et le chômage

#### • A LYON

Le samedi 17 février à 14 h,  
Salle des Conférences de Vaise  
23, rue de Bourgogne (9<sup>e</sup> arrt).

#### • A ANGERS

Le dimanche 18 février, 14 h 30,  
Salle des Cours Municipaux,  
Place Saint-Eloi.

### Le prolétariat et la guerre

Lisez et diffusez  
la presse du Parti !

## En marge du voyage de Teng Hsiao-ping à Washington

# Puissante attraction réciproque Chine-U.S.A.

« Il ne faut pas oublier que la tendance à l'expansion en Chine est une « constante » de la politique impérialiste américaine. La « question chinoise » conditionne même toute la politique américaine dans le Pacifique. [...] Il est évident par conséquent que la « détente » qui a suivi la « guerre froide » amènera un rapprochement entre [...] les Etats-Unis et la Chine. Qu'est-ce que cela signifie ? C'est clair : la Chine sortira finalement de l'isole-

ment partiel qu'elle connaît aujourd'hui. Alors il ne sera pas difficile de prévoir qu'un tel changement sera profitable dans tous les sens au développement de la puissance chinoise. Il arrivera en fait que non seulement la Russie mais également les Etats-Unis seront heureux d'... aider la Chine » (La détente, aspect récent de la crise capitaliste, article publié dans Il Programma comunista, n° 4, 1960).

A la fin du siècle dernier, le secrétaire d'Etat américain John Milton Hay avait élaboré une « doctrine » de la politique américaine en Asie dont la clé de voûte était la sauvegarde d'une « indépendance » de la Chine (sous le patronage des Etats-Unis) pour la « défendre » contre les visées expansionnistes des Japonais et des Russes et assurer ainsi une gigantesque aire de développement au jeune impérialisme américain qui commençait à s'intéresser vivement à l'Asie.

La Chine a toujours été un enjeu pour les impérialismes en Asie : après l'époque des canonnières anglaises de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, après la guerre russo-japonaise de 1905 pour le contrôle de la Mandchourie et après les affrontements de 1937-38 entre Japonais et Russes, la Chine passa sous le contrôle du jeune mais rapace impérialisme japonais. Mais pour peu de temps. Les Etats-Unis, l'Angleterre et la Hollande mirent l'embargo sur le pétrole et amenèrent les Japonais à réagir par l'attaque de Pearl Harbour et par la guerre du Paci-

fique, qui s'achèvera par la défaite japonaise et l'occupation américaine.

Quant, à Yalta, Russes et Américains décidèrent de donner le coup de grâce au Japon, la Chine fut encore l'enjeu d'un accord : la Russie obtint des droits spéciaux sur le port de Dairen, la Mandchourie et la Mongolie extérieure, ainsi que sur la partie nord de la Corée, les Américains se réservant le reste.

La guerre de libération nationale chinoise et la défaite de la clique pro-américaine de Tchang Kaï-shek semblèrent redonner la prédominance en Chine à l'URSS. Mais, là encore, pour peu de temps. Dans les années soixante eut lieu la rupture définitive entre Pékin et Moscou et en 1969 les premiers affrontements armés sur l'Oussouri. Aujourd'hui la Russie a des visées expansionnistes en Mandchourie, en Corée et en Mongolie intérieure, et la Chine de son côté réclame une grosse partie des territoires sibériens situés à la frontière avec l'URSS. En effet, le second après-guerre a vu, en plus de la puissante reprise de l'impé-

rialisme japonais, le développement de la puissance chinoise, désormais elle aussi poussée à la politique impérialiste entraînée par son opposition croissante avec l'URSS. Cet antagonisme s'étend de l'Inde (où les Soviétiques ont appuyé New Delhi dans le conflit frontalier avec Pékin) à la Corée (où Moscou et Pékin se disputent l'influence sur le Nord) et à l'Indochine (où le conflit a couvé pendant la guerre entre le Vietnam et le Cambodge).

Au fur et à mesure que la confrontation sino-soviétique prenait pied, la « doctrine Hay », longtemps oubliée, revenait au premier plan : pour échapper à l'état par lequel les stratèges du Kremlin essayaient de l'étrangler, la Chine a courtoisément avec de plus en plus d'insistance les deux autres grands de l'échiquier asiatique, le Japon et les Etats-Unis.

En 1972, Nixon, doublant Tokyo, se rendait en visite officielle à Pékin et le communiqué conjoint sino-américain contenait, pour la première fois dans l'his-

(suite page 3)

**Dans les bagnes oubliés de l'impérialisme français**

● **Emeutes à Bangui**

Des émeutes ont éclaté les 20 et 21 janvier à Bangui, dans cet Empire d'opérette qui est tellement à la botte de l'impérialisme français que son labyrinthe local se croit obligé de sacrifier au culte de Napoléon.

Parties des lycéens en révolte qui refusaient le port obligatoire de l'uniforme, elles ont vite gagné la plèbe des bidonvilles qui aurait incendié des usines et des administrations. Devant la répression sanguinaire de la Garde personnelle de Bokassa l'armée se serait à son tour rebellée et le gouvernement a appelé Giscard au secours. C'est l'intervention des parachutistes zairois qui a évité à l'impérialisme français d'avoir à réprimer directement une émeute populaire. Entre Mobutu et Giscard : un rendu à Bangui pour un prêt à Shaba... Sans oublier que ce sont des « conseillers français » qui réorganisent l'armée zairoise plusieurs fois « démantelée » au cours des dernières années.

● **Répression à Papeete**

Décidément l'agitation gagne aux antipodes. Après les grèves et le mouvement d'indépendance en Nouvelle-Calédonie et les remous grandissants aux Nouvelles-Hébrides, voici que les îles de Polynésie montrent à leur tour leur haine de l'oppression coloniale.

Comme le note Le Monde des 4 et 5 février, « des pans entiers de la législation coloniale subsistent dans les territoires d'outremer en matière de droit du travail notamment ». C'est ainsi que plusieurs militants indépendantistes, tenus pour responsables de l'attentat contre la poste centrale de Papeete, ont été condamnés à de lourdes peines : vingt ans, dix-huit ans et dix ans de travaux forcés.

Le prolétariat métropolitain ne doit pas laisser le manteau de silence tissé par les partis bourgeois et les partis prétendantment ouvriers cacher l'oppression coloniale de la France démocratique. Il doit dénoncer les crimes impérialistes et, pour le bien de l'unification des rangs ouvriers du monde entier, se prononcer pour l'indépendance des Territoires et Départements d'outremer.

**Pour la révolution prolétarienne**

(suite de la page 1)

thèses constitutives de l'Internationale Communiste, le point 6 du Programme de Livourne. Et aujourd'hui le PCI a le front de commémorer ce programme, lui qui proclame sur tous les tons et à travers tous les mass media que « l'instauration de la dictature du prolétariat » était légitime — en tant qu'exception à la règle — dans la Russie tsariste. Alors que chez nous, peuples civilisés et nations cultivées, non seulement cette dictature n'est plus nécessaire mais elle est condamnable parce qu'elle commet contre l'Esprit Saint des éternels principes de la démocratie l'abominable péché de « priver la classe bourgeoise », y compris ses laquais opportunistes, « de tout droit politique », et de n'admettre ni que le pouvoir puisse être partagé avec d'autres partis ni que l'exercice du pouvoir soit « limité par aucune autre loi » qui ne soit la loi suprême du pouvoir durement conquis.

« L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti politique de classe », disait le point 4 du Programme de Livourne. Et le PCI a le front de reprendre ce point, lui qui, comme d'autres, se réclame de ce Gramsci qui n'en vint à reconnaître la nécessité du parti de classe comme guide de la révolution et organe de la dictature qu'après avoir toujours soutenu qu'il était inutile et même nocif parce qu'il violait la sacro-sainte « démocratie directe » dans les conseils d'usine ; ce Gramsci qui qualifia la révolution d'Octobre de « défaite du Capital de Marx » et que les maoïstes italiens en particulier saluent comme celui qui « le premier en Italie a su voir dans toute sa portée la nouveauté et le caractère universel de la Révolution d'Octobre » !

« Seul l'Etat prolétarien, disait le point 9 du Programme de Livourne en parfaite conformité avec toute la doctrine marxiste, pourra prendre systématique-

ment toutes les mesures successives d'intervention dans les rapports d'économie sociale qui permettront de passer du système capitaliste à la gestion collective de la production et de la distribution. » Et le PCI a le front de commémorer le Programme de Livourne, lui qui proclame qu'il est possible de passer du capitalisme au socialisme non pas au moyen de cette « dictature du prolétariat » dont Marx indique qu'elle était la seule voie de transition possible du capitalisme au socialisme mais grâce à une extension progressive de la « démocratie représentative ». Lui qui, par dessus le marché, a perdu jusqu'au souvenir de ce que peut être le socialisme — une économie non mercantile, non monétaire, non salariale, non basée sur la division permanente du travail, une économie incompatible avec la division entre ville et campagne, internationale dans la production et la distribution, niant toute « patrie », tout localisme, tout esprit de clocher !

Pour notre part, c'est précisément l'ensemble de ces maillons que nous revendiquons : non pas un ou deux, mais tous, et cela contre tous ceux qui préchent la paix sociale, qui affirment que le système démocratique est éternel, qui sont pour la conciliation entre les classes, contre la dictature et la terreur rouges. Livourne a marqué une rupture définitive et irrévocable non seulement avec le Parti Socialiste Italien et la social-démocratie en général, mais avec tous les courants ou partis qui refusent ces points fondamentaux du marxisme que sont la révolution et la dictature du prolétariat ; avec tous ceux qui hésitent à les revendiquer et à travailler pour que, dans une voie qui n'est pas la voie facile des « terroristes » et des « spontanéistes », on arrive enfin à ce but.

Le 58<sup>e</sup> anniversaire de Livourne coïncide avec le 60<sup>e</sup> anniversaire du sacrifice héroïque de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht qui est en même temps

le sacrifice de Jogisches, de Léviné, celui des milliers et des milliers de prolétaires allemands et hongrois tombés lors des premières tentatives révolutionnaires infructueuses dans la putride Europe bourgeoise et, quelques années plus tard, celui de la Vieille Garde bolchévique et de milliers de prolétaires russes assassinés par le néo-social-démocrate Staline. Livourne marqua le caractère irréversible de la fonction de la social-démocratie en tant qu'arme de réserve de la bourgeoisie contre le prolétariat, arme de réserve prête à assumer, dans les moments décisifs, non seulement la tâche de désorienter la classe ouvrière mais même le rôle du bourreau. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht tombèrent victimes d'assassins engagés par les social-démocrates Noske et Scheidemann pour défendre la démocratie, ce bien suprême. Et ils ont le front de les commémorer, ces gens qui lancent tous les jours des appels à la collaboration avec les socialistes, les sociaux-démocrates et les... démocrates-chrétiens, considérés comme partie intégrante du mouvement ouvrier et de ses traditions !

Rappeler le Livourne communiste, le sacrifice suprême des grands révolutionnaires allemands et hongrois de 1919 tombés sous la mitraille de la social-démocratie, cela signifie réaffirmer qu'il n'y a qu'une seule voie au socialisme, et que sur cette voie le prolétariat doit nécessairement se heurter, par une nécessité historique, non seulement à la bourgeoisie mais aussi à ses serviteurs que sont les sociaux-démocrates dans leur version eurocommuniste et eurosocialiste. Cela signifie reprendre le fil d'une tradition qui n'a pu être brisée qu'en massacrant l'avant-garde prolétarienne de tous les pays, en Allemagne comme en Russie, en Hongrie comme en Chine et qui doit renaître, qui renaîtra nécessairement partout, parce que le capitalisme lui-même, à travers toutes ses infâmies, en porte le germe dans ses flancs.

**L'internationalisme bourgeois d'E. Maire**

(suite de la page 1)

la raison qu'il est moins cher de le faire venir d'ailleurs, bref à faire croire que la misère de la classe ouvrière, et en particulier le chômage, proviennent non pas de l'exploitation qui jette sur le pavé une part toujours plus grande de la population mais du « cosmopolitisme » du capitalisme, de son « internationalisme ». Bref, au lieu de s'appuyer sur ce qu'il y a de progressif dans le capitalisme pour marcher vers une société unifiée en brisant les barrières qui la divisent en nationalités différentes, désormais dépassées, il

condamne cette tendance pour retourner en arrière, pour prêcher le sacro-saint « chacun chez soi » du « protectionnisme commercial », et du « contrôle des flux migratoires ». Un Edmond Maire n'a donc pas de mal à dénoncer la campagne CGT-PCF qui vise à expliquer la ruine de la Lorraine par la méchanceté des « trusts allemands » (et non celle du système capitaliste), et à dénoncer l'« ultra-nationalisme et la xénophobie ».

« Il n'y a pas d'issue à la crise, déclare-t-il à France-Soir le 1<sup>er</sup> février 79, si on ne s'oriente pas vers un autre type de développement. Cela suppose entre autres, une modification des échanges internationaux qui implique elle-même une nouvelle forme de solidarité entre, d'une part, les travailleurs des pays riches aujourd'hui en crise et, d'autre part, ceux qui dans les pays en voie de développement attendent un nouvel ordre économique [sic !]. Croit-on, s'indigne-t-il, qu'on parviendra à ce résultat en développant comme le font aujourd'hui certaines formations politiques des réflexes xénophobes fondés sur l'exaspération d'un vieux sentiment anti-allemand ? »

Les descendants du stalinisme sont tombés tellement bas dans le gouffre du chauvinisme qu'Edmond Maire peut faire figure d'« internationaliste » en se plaçant seulement du point de vue bourgeois. Et même pas du point de vue du « libre-échange » d'hier. Il s'agit tout simplement du « libéralisme » d'aujourd'hui, mis à la sauce des intérêts des grands trusts capitalistes marchant bras dessus bras dessous avec l'Etat capitaliste, qui les épaula et unifie leurs actions dans la guerre commerciale internationale.

En effet, Maire se prononce vigoureusement pour la libre circulation des marchandises, qui est nécessaire aux capitalistes, mais n'hésite pas en même temps à réclamer « le contrôle des flux migratoires », bref, à lutter contre l'effet le plus

révolutionnaire du capitalisme et le plus favorable à la classe ouvrière qui est le brassage des nationalités, cette base formidable pour l'unification de ses luttes en une seule lutte mondiale.

Pour Maire en effet, comme pour les tenants du « libéralisme » à la Rocard, qui rejoint en cela toute l'orientation de la politique gouvernementale, il ne s'agit évidemment pas — « recentrage idéologique » oblige — de prôner la lutte de classe pour se défendre contre les effets de la crise et de prendre dans cette lutte les forces pour débarrasser le terrain de l'attaque à l'Etat bourgeois et ouvrir la voie au communisme. Cela n'a jamais été son but et ne l'est pas plus aujourd'hui. Il s'agit seulement, toutes institutions en place, de « s'orienter vers un autre type de développement », bref, d'essayer de faire croire à la classe ouvrière que l'amélioration de son sort dépend de nouveaux rapports du capitalisme français avec l'Allemagne et l'Amérique dans la guerre internationale : d'où le coup de clairon contre le « chauvinisme anti-allemand » des gaullistes et des pseudo-communistes.

Mais cette politique — celle des Maire et Cie — suppose d'exiger que la classe ouvrière subisse l'austérité nécessaire à l'agressivité du capitalisme « national », austérité que le PCF est bien en peine de combattre avec sa politique « nationale », qui prône dans les faits la consolidation par d'autres voies des chasses gardées françaises et s'appête à appeler aux mêmes sacrifices au nom de la « grandeur » de la patrie.

Qu'ils se battent entre eux, ces jongleurs et ces funambules du mensonge anti-prolétarien ! Le terrain de leur discussion est truqué : ils discutent non des intérêts de la classe mais des intérêts bourgeois : la classe ouvrière n'a, elle, à lutter ni pour le « néo-libéralisme » ni pour le « protectionnisme » : elle doit les combattre pour avancer son propre principe : le communisme !

**La justice, arme d'intimidation**

A quatre ils ont écopé de 14 années de prison (deux fois 4 ans et deux fois 3 ans) pour avoir brisé quelques vitrines de commerçants et s'en être pris à une agence d'intérim et à une perception d'impôts !

Pas plus que dans l'« affaire » de l'attentat contre le château de Versailles, dont les auteurs ont été condamnés à 15 ans de prison, le verdict prononcé contre les « autonomes » n'a de rapport avec le « crime » reproché.

La bourgeoisie souhaitait que la « justice » passe avec célérité. La justice de classe a donc frappé. De classe, parce que quand il s'agit de juger les responsables de l'incendie du CES Pailleron où 40 gosses sont morts et, d'une façon générale, quand il s'agit de juger des patrons le verdict est clément ! En revanche, contre tous ceux qui manifestent d'une manière ou d'une autre leur révolte contre l'ordre établi, la « justice » a la main lourde et prononce des peines qui se veulent exemplaires.

Ce n'est pas l'acte individualiste du terroriste ni, à plus forte raison, la démonstration spectaculaire de l'« autonome » qui peut abîmer la cuirasse de l'Etat. Si les foudres de la machine judiciaire et policière de la bourgeoisie s'abattent sur eux, c'est qu'ils sont des indices, des symboles d'une situation contre les effets desquels la bourgeoisie combat.

Il s'agit d'abord d'exciter parmi les rangs bourgeois et petits-bourgeois la haine de classe qui fournisse un solide appui politique à l'Etat, et de trouver dans « la population » le soutien moral et les vocations pour s'exercer à combattre demain la violence ouvrière dont on craint avec juste raison la renaissance.

(suite page 8)

**Pas chauvins, mais...**

« Décidément, c'est une habitude en France pour les privilégiés de la fortune d'aller quémander outre-Rhin les moyens de conserver leur pouvoir et leurs profits. Mais les travailleurs, eux, ne sont pas des capitulards. Ils ont la France chevillée au corps. Rien que ça ! Et cette prose est tirée d'un article (paru dans Action, prétendu « journal des communistes à l'entreprise », n° 24, janvier 1979), significativement intitulé « Pour vous, avec vous, la France gagnera ! ». Comme l'affirme Séguy, « il faut plus que de l'imagination pour voir dans la position de la CGT (qui ressemble comme 1 franc à 100 centimes à celle du PCF, NdR) du nationalisme anti-allemand » (voir France-Soir du 1-2-79). En effet.

★

« L'objectif de « vivre et travailler au pays » ne s'attaque-t-il pas de plein fouet à la logique du développement capitaliste national et multinational, à tous les types de migration, à la nature et à la localisation actuelles des investissements ? [...] N'est-ce pas là un thème autour duquel les hommes et les femmes du monde entier se donneraient volontiers la main ? » C'est en tout cas cela qu'E. Maire présente comme une des lignes de force de son « nouveau type de développement » (voir Le Monde diplomatique de novembre 78). En somme c'est l'« internationalisme » du chacun chez soi...

## En Espagne, la IV<sup>e</sup> à l'épreuve de la Constitution

Les «travaux» de la Chambre des députés espagnole qui ont récemment donné le jour à la Constitution offrent une excellente occasion pour montrer au moins trois choses aux prolétaires. La première, c'est que toute Constitution reflète et sanctionne le *statu quo* de la société existante. La seconde, que non seulement la question des buts finaux de la classe ouvrière, mais aussi celle de ses conditions immédiates de vie et de travail dans le cadre du mode de production capitaliste doivent être résolues en dehors des institutions parlementaires et démocratiques et contre elles. Enfin, que les partis «ouvriers» qui se sont placés sur le terrain de ces dernières doivent nécessairement se révéler pour ce qu'ils sont : l'aile gauche (et une gauche, de plus, beaucoup plus gélatineuse que le radicalisme classique) de la classe dominante, ses lieutenants dans les rangs de la classe ouvrière.

En réalité, aussi bien dans l'avant-projet que dans la rédaction finale, la Constitution reflète fidèlement cette *unanimité nationale* qui avait déjà trouvé son expression dans le Pacte de la Moncloa et en vertu de laquelle ont convergé, dans un unique creuset, les forces de la tradition (Monarchie, Eglise, Forces Armées), celles d'un démocratisme qui déjà n'est même plus radical ni laïque, et celles d'un réformisme social-démocrate-franquiste. Par conséquent, la Constitution est — et ne pouvait pas ne pas être — en même temps, ultra-démocratique et autoritaire, conser-

vatrice et « innovatrice », libérale et « sociale », prodigue de « droits » mais aussi de clauses permettant de les suspendre d'une manière tout à fait légale, aussitôt que les exigences de la conservation de l'ordre constitué l'imposeront.

A sa rédaction ont contribué, avec le zèle typique des laquais, les grands partis «ouvriers», qui ont démontré en cette occasion qu'ils n'étaient même pas disposés à faire leur le radicalisme de 1931-36. Ils ont donc donné leur solennelle bénédiction à la Constitution monarchique et aux rapports privilégiés entre Etat et Eglise catholique, en déclarant, dans le cas des « communistes » : « nous allons respecter cette Constitution en toute fidélité » et dans celui du PSOE qu'il « la défendrait intégralement et serait disposé à appeler le peuple pour la défendre » (*El País* du 22-7-78). Autrement dit, les partis «ouvriers» ont fait ce qui était déjà inscrit dans tout le cours de leur évolution historique, comme un point d'arrivée nécessaire et irréversible.

C'était donc une bonne occasion non seulement pour combattre les illusions démocratiques qui paralysent encore la classe ouvrière, mais aussi pour dénoncer le rôle ouvertement conservateur, et par conséquent contre-révolutionnaire, des partis qui usurpent le nom de « communiste » et de « socialiste », et des syndicats qui se prétendent « ouvriers » et même classistes, mais qui pratiquent et élèvent au niveau de principe la collaboration de classes au bénéfice de l'ordre

constitué et de sa conservation. Est-ce que par hasard les trotskystes ont profité de cette occasion dans ce sens ? Imaginer qu'ils pourraient le faire serait ignorer le rôle objectif du trotskysme, sa fonction historique *centriste*, ou mieux *réformiste*, étant donné que les grands partis «ouvriers» sont beaucoup plus les héritiers du réformisme bourgeois que du réformisme social-démocrate.

Bien au contraire, la LCR espagnole s'est engagée à fond, dès le mois de février, pour détourner l'attention des prolétaires de leurs problèmes de vie et de travail (sans parler de ceux qui concernent leurs objectifs finaux), et déplacer leurs énergies du terrain de la lutte de classe pour les concentrer dans l'arène des débats parlementaires.

D'après elle, il faudrait promouvoir dans cette arène « la formation d'un bloc unitaire des parlementaires des partis ouvriers (...) pour offrir des alternatives politiques classistes (...) et impulser les modifications en appuyant ces dernières », y compris dans la rue, « en prenant appui sur les centrales syndicales et sur les différentes organisations de masses » et surtout « en utilisant la tribune parlementaire privilégiée (sic) dans le même sens », c'est-à-dire dans le but de faire naître « un contre-projet des partis ouvriers qui s'opposera sur les thèmes centraux au projet de consensus ».

(suite page 4)

### Le tournant algérien

La désignation du colonel Chadli, écrit *Le Monde* du 2 février, « ne peut qu'impressionner favorablement les partenaires de l'Algérie, notamment les pays occidentaux engagés financièrement et techniquement dans son programme de développement ». C'est là un avis de connaisseur.

Il est certain que la défaite de Yahiaoui est celle de la tendance à l'équilibre entre les différentes factions bourgeoises, mais aussi entre les différents impérialismes de l'Est et de l'Ouest. Un tournant est pris. Qui bénéficiera maintenant de l'infatigable algérienne, l'ouverture à la manière égyptienne ? Cela ne dépend plus tellement maintenant de la bourgeoisie algérienne, mais de la lutte entre ses principaux créanciers et gendarmes, et en particulier du partage des rôles entre les impérialismes français et américain dans l'ensemble de la région.

### L'Iran à l'heure islamique

Le grand problème que se pose tout l'ordre établi en Iran, c'est de faire reprendre le travail à la classe ouvrière. Aussi le premier ministre-bis nommé par l'ayatollah n'est-il rien moins que Bazagan, celui-là même qui avait la tâche délicate de convaincre les ouvriers de la raffinerie d'Abadan de reprendre partiellement le travail. Quant à l'armée qui risque d'être bien utile pour être lâchée contre eux s'ils ne se laissent pas convaincre par la religion, on discute ferme avec elle : « Nous voulons le bien de l'armée, qu'elle soit libre et indépendante, afin de ne plus être méprisée de l'étranger. Ce sont nos enfants et nous les aimons », a déclaré Khomeiny. Naturellement, c'est avec les généraux qu'il discute, pas avec les soldats, qui ne peuvent se trouver avec les ouvriers que dans la lutte commune contre les classes dominantes et la caste des officiers.

## Puissante attraction réciproque Chine-USA

(suite de la page 1)

toire de la diplomatie internationale, cette clause « anti-hégémonique » qui va occuper tant de place dans la politique extérieure chinoise. Peu de temps après, Tokyo reprenait également contact avec Pékin, et le communiqué final Tanaka-Chou En-laï contenait lui aussi sa clause « anti-hégémonique ».

Chassés par la porte, l'impérialisme américain et l'impérialisme japonais rentraient ainsi par la fenêtre. Appuyant l'antisoviétisme de Pékin, Washington trouvait ainsi moyen de regagner le terrain perdu en Asie après la défaite indo-chinoise. De son côté Tokyo découvrait dans le désir de Pékin de collaborer économiquement et de se lier d'amitié avec le Japon pour isoler l'URSS, un moyen inespéré de relancer sa politique asiatique dans la perspective de jouer un rôle autonome et d'exercer une influence grandissante dans la région.

Restait toutefois le problème de la divergence d'intérêts entre la Chine d'une part et les Etats-Unis d'autre part en Corée et à Taïwan (où Tokyo et Washington ont d'importants intérêts économiques et stratégiques) étant donné que Pékin ne renonçait pas à appuyer la Corée du Nord et prétendait maintenir ses visées de reconquête de la pro-japonaise et pro-américaine Taïwan. De plus, les Chinois entendaient préserver leur autonomie économique. Mais si Pékin croyait obtenir à si bon compte l'alliance plus ou moins tacite des impérialismes américain et japonais, elle fit un mauvais calcul : beaucoup d'eau allait encore couler sous les ponts avant que Tokyo et Washington se décident à concrétiser leur appui. Pour obtenir cet appui, la Chine a dû renoncer implicitement à l'idée de reconquérir par la force Taïwan, offrir au Japon des affaires colossales et meilleures que celles qu'offrait au même moment Moscou, œuvrer pour maintenir le *statu quo* en Corée, renoncer au profit du Japon, à ses revendications territoriales sur les îles Senkaku.

A la fin de 1977, tous ces changements étaient virtuellement acquis. Le 16 février 1978 Pékin et Tokyo signaient un grand accord commercial d'une durée de 20 ans et portant sur quelque 20 millions de dollars. Par la suite la Chine

annonçait qu'elle acceptait, contrairement à ce qu'elle avait fait jusqu'ici, de faire appel à des crédits commerciaux et de s'endetter avec l'étranger. Peu après, le 12 août, la Chine et le Japon signaient, après six ans de négociations, un traité de « paix et d'amitié » contenant la fameuse clause « anti-hégémonique » par laquelle les Chinois s'assuraient l'appui des Japonais contre la Russie. Au cours des mois suivants la victoire définitive de la ligne « productiviste » de Teng Hsiao-ping faisait accomplir à la Chine le dernier pas : Pékin se déclarait prêt à accepter des investissements étrangers et à s'associer avec le capital étranger pour l'exploitation de ses ressources minérales. Il ne manquait plus que de signer l'accord avec l'Oncle Sam, ce qui fut fait en décembre dernier, cet accord contenant lui aussi la fameuse clause « anti-hégémonique ». Ainsi la situation est claire : l'attrait du marché chinois, potentiellement énorme, et la possibilité de freiner l'expansionnisme soviétique ont amené les Etats-Unis et le Japon à accorder un soutien intéressé à Pékin. La Maison Blanche a donné son accord et maintenant tous les capitalismes occidentaux se mettent à fournir des armes à la Chine (excitant ainsi son antagonisme avec l'URSS) pour mettre Moscou en difficulté aussi sur le front oriental. Loin d'être un épisode de la « détente », donc, le rapprochement entre la Chine et les Etats-Unis est un nouveau pas en avant vers une troisième guerre mondiale dont les contours se précisent de plus en plus.

Pour nous, qui avons toujours souligné le caractère bourgeois de la révolution chinoise, le fait que Teng et Carter se donnent la main ne constitue pas une surprise. En fait la Chine s'aligne depuis longtemps sur les Etats-Unis dans la perspective d'un conflit contre l'« hégémonisme » soviétique.

Aujourd'hui tous les commentateurs bourgeois parlent, en utilisant les mots de la « Pravda » de l'apparition d'une « OTAN asiatique » personnifiée par la triple alliance Tokyo-Pékin-Washington. Mais tout est-il vraiment ainsi joué dans les alignements de force interimpérialistes ? Depuis le début des années 70 une furieuse bataille commerciale se déroule entre le Japon et les Etats-Unis. Le Japon met en œuvre — en dépit de la froideur des rapports politiques — de grands

contrats en Sibérie. De plus, non seulement Moscou et Tokyo ont cherché à aboutir à un accord de grande envergure (qui n'a pu se réaliser puisque Tokyo a choisi pour le moment Pékin) portant sur la collaboration économique et sur le conflit territorial, mais le Japon et les Etats-Unis sont en concurrence, une concurrence tacite qui n'exclut pas les coups, pour s'accaparer le marché chinois. Enfin, non seulement le Japon et les Etats-Unis sont opposés sur la solution à donner au problème coréen — les Japonais craignent en effet un accord tacite Pékin-Washington conclu à leur détriment et refusent d'appuyer la politique américaine — mais les deux parties ont émis des doutes sur la volonté de chacun des deux à appuyer l'autre dans une éventuelle guerre contre la Russie.

A propos du récent voyage de Teng Hsiao-ping aux Etats-Unis *Le Monde* rappelait que l'Amérique a toujours exercé une sorte de fascination sur la Chine, que Sun Yat-sen s'était plusieurs fois rendu aux Etats-Unis avant la révolution de 1911 et que cette fascination est aujourd'hui multipliée par les consignes de la « modernisation » à laquelle les Etats-Unis sont invités à apporter leur concours. Cet attrait de l'Amérique vaut pour la « démocratie » et la « défense des droits de l'homme » aussi bien que pour « les méthodes de gestion et d'industrialisation ». Ainsi l'Amérique est-elle « tout ce que la Chine voudrait être, un modèle presque » ! Les Chinois ne souhaitent pas passer que des contrats commerciaux avec les Etats-Unis. Ils souhaitent obtenir l'appui de Washington contre Moscou et ont proposé une alliance qui engloberait les Etats-Unis, la Chine, l'Europe de l'Ouest, le Japon et le Tiers Monde contre les Russes. A l'occasion du rétablissement des relations diplomatiques entre la Chine et les Etats-Unis, Brzezinski s'était déjà félicité du fait que les Etats-Unis avaient maintenant les meilleures relations à la fois avec la Chine et le Japon.

Les Etats-Unis ne sont pas pressés de montrer ouvertement envers la Russie une agressivité qui est pourtant le fond de la « doctrine Brzezinski » et que Teng Hsiao-ping vient de proclamer tout haut. Cependant les Etats-Unis n'hésitent pas pour l'instant à affirmer que les nouvelles relations établies entre la Chine et eux

vont permettre à ces deux pays « d'influer sur les régions troublées du monde pour y ramener la paix et pour empêcher que la violence ne se propage à d'autres régions voisines » (*Le Monde*, 28-29 janvier 1979).

Dans le climat de méfiance croissante entre le Japon et les USA, le traité sino-américain auquel le Japon pourtant s'attendait a été accueilli à Tokyo, en dépit des félicitations rituelles, avec une inquiétude mal dissimulée. L'impérialisme japonais craint en effet d'être dépassé dans sa course vers Pékin. Il craint, en somme, qu'un retour de flamme de la « doctrine Hay » lui dérober la conquête du marché chinois sur laquelle il compte et sacrifie ses intérêts en Corée et à Taïwan. Le journal japonais *Asahi Shimbun* (gauche modérée) faisait récemment le commentaire suivant : « Les Etats-Unis avaient promis autrefois de ne pas abandonner le Vietnam. Aujourd'hui ils se retirent de Taïwan. La leçon que nous devons tirer de ces événements est que les traités ne sont que des chiffons de papier. Le Japon doit le savoir ». Le quotidien de droite *Sankei Shimbun* lui a fait écho en déclarant de son côté : « [En abandonnant Taïwan] Washington a commis une trahison envers ses alliés d'Asie (...). On peut se demander si le Japon ne sera pas la prochaine victime (...). Le Japon doit réexaminer sa politique s'il veut survivre » (voir *Le Monde* du 19 décembre 1978).

Ce qui semble aujourd'hui arrêté dans les alignements interimpérialistes pourrait ne plus l'être demain, car toutes les alliances — et en particulier l'alliance américano-japonaise marquée par d'énormes antagonismes économiques — sont temporaires.

Ce qui est sûr en revanche c'est que, entraînée dans le tourbillon d'une accumulation forcée pour rivaliser avec l'URSS et se réarmer, la Chine sera obligée de s'endetter de plus en plus et de faire peser surtout sur son prolétariat le poids de ses ambitions.

Les prochaines années diront si la classe ouvrière chinoise saura tirer parti de la période agitée qui s'ouvre pour repousser la politique agressive de son propre impérialisme naissant et, en s'alliant avec le prolétariat japonais et les masses déshéritées de la région, incendier de façon révolutionnaire l'Asie.

# De nouvelles armes pour la lutte politique internationale

C'est avec un grand enthousiasme que nous saluons la parution de trois nouveaux périodiques de notre parti destinés à trois aires vitales du mouvement ouvrier et communiste : l'Allemagne, l'Amérique latine et le Maghreb, et qui en sont déjà à leur second numéro.

## Proletarier

aller Länder, vereinigt Euch !

C'est le nom de notre journal en langue allemande. Un numéro d'essai, paru en mai 1978, avait rappelé le besoin pour les ouvriers de se placer à nouveau sur le terrain de la lutte de classe prolétarienne, et publié les points fondamentaux du programme de notre Parti. Il contenait aussi des articles sur la signification du 1<sup>er</sup> Mai prolétarien, sur le chômage, et sur le rôle des comités d'entreprise.

A partir de janvier 1979, *Proletarier* paraîtra tous les deux mois. Malgré cette périodicité pour l'instant modeste, c'est un instrument de propagande et d'intervention qui complètera efficacement notre revue en langue allemande **Kommunistisches Programm**.

Le numéro qui vient de paraître reprend certains thèmes déjà traités dans notre presse internationale : l'« eurocommunisme » et l'intérêt croissant que lui portent les représentants autorisés de la bourgeoisie mondiale ; la grève des hôpitaux en Italie d'octobre dernier et ses leçons ; la situation en Iran et la lutte des masses iraniennes. A ce propos, il montre que l'exigence d'une solidarité du prolétariat international comporte aussi des aspects très immédiats. Ainsi l'article dénonce non seulement la collaboration des polices « démocratiques » avec la SAVAK, mais aussi les fournitures d'armes et d'équipement ; petit exemple entre tant d'autres, en novembre 78 encore, une entreprise allemande a livré à l'Iran 15.216 paires de menottes et 300 matraques spéciales à effet « électrochoc ».

L'éditorial est consacré à la commémoration

des luttes et massacres de Berlin en janvier 1919. Il rappelle le rôle joué par les différentes forces politiques et dégage, comme nous l'avons fait dans le dernier numéro du *Proletaire*, les leçons permanentes de ces événements. Enfin, un article analyse la récente grève de la sidérurgie allemande ; il illustre aussi bien la combativité des ouvriers que le sabotage de l'IG Metall et de la confédération syndicale, le DGB ; il relève la clairvoyance de la bourgeoisie qui craint qu'une perte totale d'autorité des directions syndicales n'entraîne presque automatiquement des ruptures anarchiques (!) des conventions collectives.

La parution régulière de *Proletarier* dont le besoin se faisait pressant va contribuer à renforcer l'activité de nos sections allemandes. Avec elle, c'est un pas important que notre parti vient de franchir.

## EL PROLETARIO

Comme le dit l'article de présentation de *El Proletario*, supplément pour l'Amérique latine de *El Programa Comunista*, sa publication s'encadre dans l'effort ardu et tenace du parti pour jeter dans le continent américain les bases subjectives ne disons pas de la constitution du prolétariat en classe, et donc en parti politique, comme prémisses de sa constitution en classe dominante, mais plus modestement, des conditions essentielles d'une lutte de parti sur le plan théorique, programmatique, politique mais aussi organisatif et, dans la mesure de nos forces, de la participation aux luttes physiques de la classe, susceptible de cristalliser autour d'elle les premières minorités prolétariennes appelées à renouer le fil brisé du communisme révolutionnaire mondial après la tempête dévastatrice du stalinisme.

L'éditorial, intitulé *La fonction de la terreur bourgeoise* montre que la bourgeoisie d'Amérique latine, appuyée sur l'impérialisme, a dû faire siens, pour surmonter ses violentes contradictions sociales, économiques et politiques, les

principes volés par la bourgeoisie européenne au prolétariat après les années rouges du premier après-guerre : « infliger une défaite absolue » à la classe ennemie, « entraîner derrière elle les couches petites bourgeoises » et neutraliser ses « inévitables oscillations ». Il montre aussi que la terreur bourgeoise dans le « cône sud » a eu le résultat historique immense de déblayer le terrain pour la lutte de classes moderne et de montrer le vrai visage de la dictature du capital, et il exhorte les prolétaires à en tirer la ferme volonté d'employer à nouveau, sur la voie de la révolution d'Octobre, la violence et la terreur révolutionnaires, dirigées par le parti unique de la révolution communiste.

Un article montre que le conflit du canal de Beagle entre l'Argentine et le Chili joue une fonction éminemment anti-prolétarienne, en agitant un prétendu « danger extérieur » capable de raviver le réflexe nationaliste, et en se traduisant par une offensive directe contre le nombreux prolétariat chilien immigré en Argentine. L'article appelle les prolétaires des deux pays à se souvenir que « l'ennemi est dans notre pays » et à serrer les rangs par-dessus les frontières.

## el-oumami

A son tour *El Oumami* se propose deux tâches fondamentales : 1° démontrer la validité du marxisme pour l'interprétation du cours historique des pays de jeune capitalisme (en particulier le Maghreb) en y guidant l'action du Parti et en démolissant le gigantesque amas de mensonges sous lequel le stalinisme a enseveli au cours de dizaines d'années la théorie marxiste tout en déviant et en trahissant les luttes révolutionnaires anti-coloniales ; 2° fournir à nos militants un organe de combat politique et un instrument d'organisation pour tout l'éventail des activités qui caractérisent le Parti.

Sur le plan théorique, le journal contient la deuxième partie d'une étude intitulée *Pour le parti ouvrier indépendant : le parti communiste est nécessaire*

# En Espagne, la IV<sup>e</sup> à l'épreuve de la Constitution

(suite de la page 3)

La LCR déplore que, « par malheur » (ce n'est qu'un... accident du travail, évidemment), « l'attitude des partis ouvriers majoritaires (...) ne réponde pas à la nécessaire participation active du peuple dans le débat constitutionnel » (c'est là que l'on voit que ce qui différencie le centrisme réformiste des partis ouvriers bourgeois, c'est le fait de concéder ou non au « peuple » la « participation active » dans les joutes verbales au Parlement). Pour porter remède à ce « malheur », dans les n° 96 et 97 de *Combate* (du 2 et du 9-2-78, respectivement), elle propose une série d'amendements au projet de Constitution. Ces amendements ne se bornent pas à proclamer la République et le « caractère laïque » de l'Etat — ce que les « partis ouvriers majoritaires » n'ont même pas songé à proclamer — mais encore introduisent une pincée de... socialisme dans l'économie espagnole par le biais du droit des assemblées de « proposer la nationalisation des entreprises en crise » (merci beaucoup, c'est précisément ce que font tous les Etats bourgeois ! : soutenir, sur le dos « de la communauté », les entreprises qui ont fait faillite ou sont à deux pas de la faillite), « des services publics, des entreprises clefs pour l'économie », (mais quel est l'Etat bourgeois qui n'en fait pas autant aujourd'hui ?), ces nationalisations « pouvant être effectuées » (c'est une possibilité, donc, cela n'exclut pas son contraire !) « sans indemnisation et sous contrôle ouvrier » (comme l'ont proposé depuis toujours, les réformistes ou, au moins, les centristes, avec le merveilleux résultat que tout le monde connaît). Avec la recette de ces nationalisations, si c'est

possible, « sans indemnisation et sous contrôle ouvrier », la LCR remédie au terrible scandale qu'il n'« existe pas de possibilité légale (!!!) de transformation socialiste de l'économie » dans le projet de Constitution.

Pour leur part les Commissions Ouvrières basques (liées au PC) en sont arrivées au contraire à la conclusion que la nouvelle charte constitutionnelle, entre autres merveilles, offre « la possibilité de profondes transformations économiques et sociales », tandis que le PSOE catalan (Parti socialiste) exulte du fait que la Constitution reconnaît la « possibilité d'une transition légale au socialisme » (*El País* du 29 et du 22-7-78). Les avocailles de la « gauche » et de l'« extrême-gauche » auront ainsi de la matière pour des débats infinis sur la transition plus ou moins légale et pacifique vers ce qu'ils appellent le « socialisme ».

Mais la LCR n'en reste pas là. Peut-être pour procurer aux « partis ouvriers » rétifs l'appui indispensable pour prendre courage et voter une Constitution progressiste... adéquate, elle s'allie en mars au Mouvement Communiste de Catalogne, à la Organitzao Comunista d'España (Bandera Roja) (maoïstes), à la OICE (équivalent de l'OCT) et au Partit Socialista d'Alliberament Nacional, afin de présenter huit points destinés à servir de base à une campagne fondée « sur un processus de débat politique de définition, face à un projet de Constitution ». Ces points tiennent compte du droit à l'autodétermination pour les nations et les nationalités qui aujourd'hui font partie de l'Etat espagnol, du droit au divorce « par consentement mutuel ou à l'initiative de l'une ou l'autre des parties », de la « garantie pleine et permanente (!) de

tous les droits syndicaux » (Eh oui !, ils demandent à l'Etat bourgeois de « garantir » la... lutte de classe), de la garantie que « la souveraineté revient seulement au peuple », et d'un référendum pour décider si la forme de l'Etat doit être monarchique ou républicaine (*Mundo Diario* du 16-3-78).

Ainsi, le trotskysme poursuit sa tâche qui consiste à propager dans la classe ouvrière cette triple illusion : celle que les « partis ouvriers » — le pseudo-communiste et le pseudo-socialiste — pourraient être ramenés sur le bon chemin (toujours démocratique, cependant) d'une « mobilisation de masse » adéquate ; celle que les « droits des travailleurs » ne sont pas une question de force, mais de garanties constitutionnelles obtenues par la voie parlementaire avec l'appui du « peuple » ; et celle que la nationalisation, si possible sans indemnisation, et le contrôle ouvrier reconnu par la Constitution représentent, dans un régime bourgeois, un pas en avant sur le chemin de la « transition (légale !) vers le socialisme ».

Dans son discours « historique » de Gènes, l'eurocommuniste Enrico Berlinguer a annoncé une « troisième voie pour sortir du capitalisme », différente aussi bien de la voie de la révolution d'Octobre, inadéquate pour nous autres, prolétaires occidentaux, que de la voie social-démocrate classique, qui s'est montrée stérile. Cette voie est tracée dans les élucubrations trotskystes sur la transformation de la société et de la forme de la production bourgeoises de l'intérieur et sous la pression conjointe des prolétaires dans la rue et des députés au Parlement.

Joyeuses noces !

remement international. En se référant aux textes fondamentaux du marxisme contre le pluralisme, le polycentrisme, l'autonomisme, les théories de caractère « national » du parti et autres filiations de la doctrine stalinienne du « socialisme dans un seul pays », l'article montre que d'emblée le marxisme possède une doctrine et une stratégie unitaires liant à l'échelle internationale toutes les forces capables de se battre contre l'ordre établi, et que les organisations que s'est successivement données le prolétariat ont à chaque fois pris un caractère plus international et plus centralisé.

Tandis qu'une note propose les bases d'une riposte de classe aux expulsions de travailleurs immigrés, deux autres articles sont consacrés à l'immigration. L'un dénonce, en prenant l'exemple de l'Algérie, le mythe de la « réinsertion », avec lequel toutes les bourgeoisies cherchent à bernier les ouvriers et à leur faire prendre les conséquences catastrophiques du capitalisme pour un bienfait social. L'autre article, consacré à la longue lutte des foyers de travailleurs immigrés, analyse les obstacles que celle-ci a dû combattre, depuis la répression bourgeoise et le sabotage du PCF et de la CGT jusqu'aux visions erronées des groupes gauchistes.

L'éditorial, intitulé *Vive l'unité internationale de la classe ouvrière*, appelle les prolétaires immigrés et français à lutter ensemble contre le contrôle de l'immigration avec ses aspects inséparables : fermeture des frontières, expulsions, oppression policière et raciste.

Un article est consacré au Maroc en proie à la crise. Un autre sur l'extrême gauche et la démocratie en Tunisie fait à partir du « test » du 26 janvier une critique des groupes maoïstes que la théorie de la révolution par étapes a conduits dans les bras d'un clan bourgeois luttant contre un autre, et des trotskystes, cet appendice de la démocratie sous des couleurs faussement ouvrières et socialistes.

En langue arabe, le journal contient un article de bilan sur la Tunisie, un an après le 26 janvier 1978 intitulé *Aucune démocratisation de l'Etat ne parviendra à combler la tranchée de classe ouverte justement par les événements sanglants qu'a connus la Tunisie l'année dernière*. L'article met en relief le dédoublement politique qui s'est opéré dans les rangs des classes dominantes et ses reflets dans l'appareil syndical et ce, en mettant à nu la véritable nature anti-prolétarienne de l'« opposition » libérale tunisienne. Il se termine en rappelant que les prolétaires doivent lutter sur une base de classe indépendante. Par ailleurs, le tract diffusé par nos sections à Paris pour exprimer l'exigence d'une solidarité de classe avec les masses palestiniennes et libanaises en lutte a été reproduit en arabe. Enfin, une note rappelle notre solidarité avec les victimes de la répression bourgeoise en Tunisie et au Maroc, en opposition avec les jérémiades des philistins de tout poil.

Un tour d'horizon international complète le sommaire.

## El Comunista

SOMMAIRE DU N° 20

- Gracias al electoralismo permanente y a sus pilares « obreros » : El cadáver sigue caminando.
- Su Excelencia el Orden.
- « Derecho de asociación »... para la colaboración de clases.
- Al Este como al Oeste : Sinistros crujidos en los alineamientos de fuerza internacionales.
- Siguiendo el hilo del tiempo : Lucha de clase y « ofensivas patronales ».
- Las responsabilidades del Partido en el período actual.
- Acerca del apoyo de clase a las luchas antimperialistas : ¡ Abajo el socialimperialismo ! ¡ Abajo el socialpacifismo !

# Défendre le marxisme dans son intégralité

Nous avons déjà mis en évidence à plusieurs occasions que le début de « crise de l'opportunisme », non seulement dans ses manifestations macroscopiques, social-démocrates et stalinienne, mais également dans ses manifestations mineures, mais non moins néfastes pour le mouvement ouvrier, de « l'extrême gauche », nous impose des tâches et nous offre des possibilités de propagande plus directes et plus intenses et d'agitation politique, agitation à laquelle du reste les dures expériences de la lutte revendicative et des conséquences désastreuses du réformisme sur ce terrain fournissent des éléments toujours plus nombreux et pressants.

Il ne s'agit pas de faire des pronostics artificiellement « optimistes » sur l'extension de notre influence en liaison avec l'effondrement des mythes réformistes, mais de prendre acte du fait que la crise de la société bourgeoise, précisément parce qu'elle touche peu à peu tous ses secteurs, nous place devant des responsabilités politiques croissantes, devant l'exigence d'un engagement vigoureux pour enfoncer comme un coin notre action dans cette société, afin que — dans la mesure de nos forces — les possibilités qui se présentent ainsi à la classe ouvrière ne soient pas gâchées et que les brèches qui s'ouvrent dans le front compact de l'ordre établi ne se referment pas, en rétablissant sans rencontrer de résistance des équilibres aujourd'hui de moins en moins stables.

Cette constatation ne signifie pas non plus qu'il faut sacrifier à l'activité plus proprement politique l'intervention dans les luttes revendicatives. C'est pour nous un point acquis, et qu'il ne devrait pas être nécessaire de rappeler, que les deux secteurs non seulement s'entrecroisent et se conditionnent, mais prennent chacun tout leur poids et leur efficacité réelle seulement dans cet entrecroisement et ce conditionnement réciproque, qui sont en même temps la condition préalable de leur rencontre finale dans des situations de tension sociale avancée.

Nous présentons ci-dessous de larges extraits d'une récente circulaire de Parti destinée à orienter le travail théorique en politique de nos sections.

L'année 1979 s'ouvre sur une perspective que les faits eux-mêmes tracent avec une extrême clarté. La prolongation de la crise économique d'une part accentue la pression du capital sur le travail, et contre cette pression croissante ni les organisations syndicales dans leur ensemble, ni leurs prolongements « d'extrême gauche » n'offrent quelque résistance que ce soit, quand elles ne se font pas elles-mêmes l'instrument direct ou indirect de cette pression. D'autre part cette prolongation de la crise économique se traduit par une succession rapide d'affrontements armés entre Etats qui, s'ils font s'effondrer comme des châteaux de cartes les mythes de la détente, du désarmement, de la coexistence pacifique et autres sornettes bourgeoises et opportunistes, provoquent aussi l'effondrement tout aussi éclatant des idoles mensongères du « socialisme réel », le dernier en date de ces socialismes — étant le « socialisme vietnamien ». Parallèlement la situation économique de tous les pays donne, bien que de façon diverse, des signes d'instabilité et d'inquiétude, et donne lieu à des explosions périodiques — pas toujours et pas nécessairement seulement prolétariennes — dont les « moyens d'information » laissent à peine entrevoir la portée, ou bien qu'ils passent sous silence.

Et l'ensemble de ces faits met en relief l'énorme retard avec lequel le processus de constitution de la classe en parti suit le cours de l'évolution capitaliste, la crise de la société bourgeoise.

Ce n'est donc pas par hasard si en même temps se déchaîne et prend une tonalité de plus en plus virulente une autre « offensive » qui vise l'ensemble de la doctrine marxiste et qui remet en cause ses bases théoriques générales, l'interprétation matérialiste et dialectique de l'histoire et de la société, la vision scientifique du cours du capitalisme et la détermination de ses

lois de développement, etc., les applications nécessaires de cette théorie sur le plan programmatique, tactique et organisationnel, enfin les buts finaux, la suppression des classes et le communisme.

C'est tout cet ensemble de maillons inséparables qui est mis en accusation, à « gauche ». Et il faut dire que le « gauchisme » n'est pas, sur ce plan, moins liquidateur que l'opportunisme des grands partis « ouvriers », auquel il donne même une couverture idéologique que ces partis — occupés à d'autres tâches beaucoup plus « pressantes » — seraient incapables de se donner, et qu'il fait preuve d'un zèle tout à fait particulier en remettant en circulation contre le marxisme tout l'attirail de « valeurs » de l'idéologie démocratique, libérale, libertaire, idéaliste, antimatérialiste, anticentraliste, antiparti, bref conformiste. Débats, tables-rondes, études critiques, campagnes de presse, polémiques entre groupes et entre partis : tout converge dans un effort de démolition des fondements mêmes du marxisme qui se dissimule mal derrière la façade des « réflexions sur le destin des sociétés post-révolutionnaires » ou des « remises en place du léninisme et de son rôle dans l'histoire », et de retour aux mythes que le marxisme, dès sa naissance, avait détruits. Ainsi l'œuvre du stalinisme trouve son couronnement sur tous les plans de l'opposition à « l'orthodoxie marxiste », ce qui a, au niveau de la confusion et de la démoralisation, des conséquences qui sont destinées à s'ajouter, en les multipliant, à celles que l'on enregistre sur le terrain de la « vie quotidienne » — le terrain sans valeur, pour l'intelligentsia « de gauche », des luttes de résistance contre le capital.

Ce sera en 1979 le 60<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire de la reconstruction du mouvement ouvrier mondial précisément sur les bases qui sont

aujourd'hui reniées juste au moment où apparaît comme plus urgente que jamais une riposte mondiale de classe au cours inexorable de la société capitaliste vers le cyclone d'une troisième guerre impérialiste comme solution de sa propre crise. Nous qui, dans la III<sup>e</sup> Internationale, avons conduit une longue bataille pour que des insuffisances, des tolérances ou des déviations tactiques et organisationnelles ne portent pas atteinte aux bases à peine rétablies du parti communiste tendanciellement mondial et unique, nous sommes aussi les seuls, aujourd'hui, à revendiquer sans hésitations, intégralement, ces bases et à penser que les « leçons de la contre-révolution » non seulement ne les infirment pas, mais les confirment de façon grandiose. Il ne s'agit donc pas pour nous d'accomplir des actes rituels et extérieurs de commémoration d'un événement passé ou dépassé, mais de réaffirmer la validité présente et future du marxisme dans le lien indissoluble entre ses parties, comme arme — et seule arme — de la lutte révolutionnaire du prolétariat et instrument scientifique d'analyse des faits et de prévision de leur cours ultérieur.

Il s'agit en même temps de montrer que tout cela converge dans la lutte constante menée par notre courant et notre Parti au cours de plus d'un demi-siècle, et dans le bilan que nous avons précisément pu faire de façon marxiste de la « troisième vague opportuniste ».

Ces considérations nous montrent la voie d'un programme de propagande et d'agitation politiques, tant à travers notre presse qu'à travers nos réunions publiques et internes, centré fondamentalement sur les réaffirmations suivantes :

1<sup>o</sup> caractère international et internationaliste de la lutte de classe, du parti de classe, de la révolution et de la dictature de classe, sur la base des textes fondamentaux du marxisme, avec tout ce qui en découle pour

(suite page 8)

## programme communiste

N° 78

AU SOMMAIRE

- Pathologie de la société bourgeoise - Nécessité de la révolution communiste
- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (II)
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale - VII. Trotsky - Boukharine
- Cours de l'impérialisme mondial - L'offensive du capital contre la classe ouvrière
- Parabole du trotskysme dégénéré  
La IV<sup>e</sup> Internationale et la dictature du prolétariat - Les trotskystes et la social-démocratie : de l'entrisme à l'adhésion.

## Auschwitz ou le grand alibi

Tel est le titre de la dernière brochure (n° 11) parue dans la série « Le Prolétaire »  
24 pages - Prix : 3 F.

Soutenez le développement international de la presse du Parti.  
Souscrivez !

## Bas les pattes devant les révolutionnaires assassinés par la contre-révolution

La campagne convergente pour la « réhabilitation » de Boukharine et d'autres vieux bolchéviques ne s'insère pas seulement dans la campagne générale pour les « droits de l'homme », elle prend aujourd'hui un sens beaucoup plus spécifique et précis.

Dès le XX<sup>e</sup> Congrès, les Russes eux-mêmes ont posé la question de ces « réhabilitations ». Voici ce que nous écrivions à ce propos dans le n° 18 de *Programme Communiste* (janvier 1962) faisant la critique de la « déstalinisation » relancée par le XXI<sup>e</sup> Congrès : « Le reniement de Staline n'a donc rien d'un retour aux positions marxistes que Staline a liquidées. Il n'est que le dernier acte de cette liquidation, la liquidation du liquidateur lui-même. Se désolidarisant de son passé sanglant, la bourgeoisie russe cherche à se refaire une virginité et prétend, en particulier, « réhabiliter » les victimes de Staline. Mais cette « réhabilitation » ne serait qu'une sinistre farce ».

Nous dénoncions en même temps les trotskistes de la IV<sup>e</sup> Internationale qui « ont sauté sur cette occasion d'aller jusqu'au bout de la déchéance, et demandé à Krouchtchev et Cie la réhabilitation de Trotsky... Ils pourraient au moins, par respect pour sa « mémoire », ne pas aller demander son pardon à Krouchtchev. Il vaut tellement mieux qu'il ait été calomnié par Staline que « réhabilité » par ces gens-là, ces bourgeois qui ne sont en place que grâce à l'assassinat de milliers de révolutionnaires ! Mais ils ne savent même plus que seul le prolétariat est habilité à veiller sur la mémoire de ses morts, que seul le parti du prolétariat est habilité à juger ses militants. Et non pas à les juger en leur distribuant blâmes ou indulgences, mais à juger leurs positions politiques, à juger leur action révolutionnaire ».

Contrairement à ces « trotskystes » Natalia Sedova Trotsky repoussait avec indignation l'idée d'une « réhabilitation » de Trotsky par... ses assassins. Dans un communiqué à la presse, que nous avons publié in extenso, elle protestait contre une interview qui lui faisait dire le contraire, et déclarait notamment : « La ter-

reur policière et les calomnies de Staline n'étaient que l'aspect politique d'une lutte à mort contre la révolution, menée par l'ensemble de la bureaucratie. On ne peut donc attendre le rétablissement de toute vérité que de l'anéantissement de cette bureaucratie par la classe ouvrière qu'elle a réduite à l'esclavage. Je n'espère rien du parti russe ni de ses imitateurs foncièrement anti-communistes. Toute déstalinisation s'avèrera un leurre, si elle ne va pas jusqu'à la prise du pouvoir par le prolétariat et la dissolution des institutions policières, politiques, militaires et économiques, bases de la contre-révolution qui a établi le capitalisme d'Etat stalinien ».

A l'époque, les Russes ne sont finalement pas allés plus loin que cette espèce d'absolution morale générale des « victimes de l'arbitraire » stalinien. Si on en croit le témoignage de Jaurès Medvedev, c'est en particulier sous la pression du « fils du peuple » (et donc petit-fils de Staline...) Maurice Thorez. C'est bien possible. Nous avions souligné alors d'après les déclarations publiques que Thorez « [s'effrayait] de la légèreté et de la rapidité des Russes à faire table rase du passé », stalinien, s'entend. D'après Medvedev, Thorez aurait dit à Krouchtchev : « Après le XX<sup>e</sup> Congrès et les événements de Hongrie, nous avons perdu presque la moitié de notre parti. Si vous vous mettez à réhabiliter ceux qui ont été jugés dans des procès publics, nous risquons de perdre le reste ».

Aujourd'hui, les choses ont bien changé. Ce n'est pas seulement la Fondation Russell ou les trotskystes qui réclament ces réhabilitations ; c'est la revue *Dialectiques*, ce sont de larges fractions des PC italien et anglais sinon leurs directions. Ce ne sont pas seulement les « contestataires » du PCF, les Elleinstein et compagnie, mais les instances officielles qui, sous la plume de Francis Cohen, directeur de la *Nouvelle Critique*, qualifient Boukharine et Trotsky de « grandes personnalités qui n'ont pas été réhabilitées en URSS », oui sans doute représentatives de « courants du mouvement ouvrier » dont il faudrait « reconnaître

l'importance » (voir *L'Humanité* du 4-9-78).

Le Monde (6-9-78), qui se fait l'écho de ces remous, a bien tort de craindre qu'ils portent atteinte à la mémoire de Thorez. Opposé à l'époque aux réhabilitations, celui-ci aurait dit à Krouchtchev : « Vous pouvez les réhabiliter plus tard... ». Eh bien, il semble que le moment soit venu. Aujourd'hui, les PC ont largement réalisé leur « déstalinisation », leur « démocratisation » aussi bien politique qu'organisationnelle, leur reniement ouvert de la révolution et de la dictature du prolétariat : ils se sont entièrement et définitivement mis à l'heure de l'« eurocommunisme ». Non seulement ils n'ont plus rien à perdre dans une « réhabilitation » des vieux bolchéviques, mais ils ont tout intérêt à essayer de les entraîner dans leur merde.

Car c'est de cela qu'il s'agit, et de rien d'autre. Voilà les contre-révolutionnaires professionnels qui parlent de « réhabiliter » les révolutionnaires calomniés et massacrés par la contre-révolution ! Le sens de cette campagne cynique, c'est d'« aplanir toute limite » entre les uns et les autres, c'est de combler le fossé de classe qui les sépare. Ce qu'ils cherchent, en réalité, c'est à intégrer les vieux dirigeants communistes dans leur système anti-communiste, pour désamorcer le formidable potentiel révolutionnaire qu'ils représentent.

Nous n'avons jamais hésité à combattre les erreurs et les faiblesses de la Vieille Garde bolchévique. Aujourd'hui encore nous les critiquons, pour éviter au mouvement les mêmes erreurs. Mais nous avons toujours revendiqué ces camarades comme étant de notre bord, séparés du stalinisme par une tranchée de classe.

Hier, malgré nos désaccords, nous les avons défendus de notre mieux contre les calomnies et les persécutions de la contre-révolution en marche. Aujourd'hui, les contre-révolutionnaires prévoient et craignent le retour du prolétariat sur ses positions de classe. Nous devons défendre les bolchéviques contre leur tentative ignoble de les « réhabiliter » et de les récupérer !

# Questions de la lutte économique et syndicale

## Contre la fermeture des frontières, les expulsions, l'oppression policière et raciste

# Vive l'unité internationale de la classe ouvrière !

L'affiche ci-dessous est disponible. Lecteurs et sympathisants isolés, participez vous aussi à sa diffusion, et passez commande des quantités voulues au siège du journal !



- **NON AU CONTRÔLE DE L'IMMIGRATION!**
    - liberté totale de circulation pour les travailleurs!
    - abrogation de toutes les mesures discriminatoires et répressives en matière d'entrée, de séjour, de travail et d'immigration familiale!
  - **NON AUX REFOULEMENTS ET EXPULSIONS!**
    - renouvellement automatique des cartes de séjour!
    - régularisation des sans-papiers!
    - riposte de classe aux exactions policières et aux crimes racistes!
  - **DROITS ÉGAUX POUR TOUS LES TRAVAILLEURS!**
    - suppression de toutes les discriminations dans l'embauche, le logement, l'école, l'aide aux chômeurs!
    - abolition de la législation limitant les droits de réunion et d'organisation des étrangers en France!
- parti communiste international (le prolétaire)

Un des aspects particulièrement cynique et odieux de l'offensive capitaliste contre la classe ouvrière est le refoulement des ouvriers immigrés vers leurs pays d'origine.

La bourgeoisie française, qui a arrêté l'immigration avec le début de la crise et transformé les prolétaires en célibataires forcés, a déjà tenté sans succès la fameuse politique du « million » pour inciter au retour. Aujourd'hui, elle s'apprête à faire comme ses sœurs américaine, allemande et suisse : réduire de façon brutale le nombre des travailleurs étrangers en ne renouvelant pas les cartes de séjour qui viennent à expiration, c'est-à-dire essentiellement celles des travailleurs maghrébins et africains.

L'anarchie capitaliste entraîne la concentration de l'économie : celle-ci se concentre nécessairement, à l'échelle de chaque pays, dans quelques régions privilégiées, en vidant les autres de leur substance. Il en est de même à l'échelle internationale, où une poignée de pays riches et impérialistes concentrent toutes les richesses en écumant les autres pays. Il s'ensuit qu'ils attirent à eux la main-d'œuvre des autres pays, condamnés à la portion congrue, qui sont non seulement des pays anciennement colonisés, mais aussi des pays moins développés comme l'Espagne, l'Italie ou le Portugal.

Les crises économiques périodiques, loin d'inverser ce flux, l'aggravent encore parce que ce sont les pays pauvres qui sont les premiers trappés (que l'on pense à la Tunisie ou à l'Égypte !). L'attraction économique

vers les pays riches est donc dans ces périodes encore plus grande pour les masses déshéritées du monde entier. Et c'est à ce moment-là que les pays riches mettent en place les politiques de refoulement et d'expulsion des ouvriers étrangers.

C'est la raison pour laquelle cette politique de contrôle de l'immigration s'accompagne de persécutions policières sans nom, de la création d'un véritable état d'exception dans les quartiers peuplés d'ouvriers « étrangers » : contrôles, fouilles, intimidations policières, persécutions systématiques, pour le seul crime d'appartenance à une nationalité différente. Cet état d'infériorité sociale et politique dans laquelle est maintenue une partie de la classe ouvrière des pays d'immigration exacerbe le chauvinisme et les crimes racistes qui se nourrissent souvent de la tradition coloniale.

Cette politique, qui est pour Lénine « caractéristique de l'impérialisme », trouve l'appui des partis prétendument « ouvriers » et des bureaucraties syndicales qui vivent des miettes tombées des festins impérialistes et se prononcent tous sans exception pour le contrôle de l'immigration, et en période de crise, pour la réduction des flux migratoires. Ils n'appellent pas les ouvriers à la riposte collective contre la bourgeoisie, mais réclament de l'Etat capitaliste qu'il protège l'emploi des « nationaux » en choisissant que le chômage tombe sur les « étrangers ». Ce faisant, ils abandonnent ces derniers à la ré-

pression bourgeoise, trompent les premiers et trahissent les intérêts de tous.

Cette politique de division des rangs ouvriers et de collaboration ouverte avec l'impérialisme n'est pas seulement celle du PCF et des dirigeants CGT qui revendiquent haut et fort l'arrêt de l'immigration. Elle est aussi celle du PS et de la CFDT qui font semblant de réclamer des droits pour les ouvriers « étrangers », mais seulement ceux qui sont entrés « légalement », ce qui est la pire des hypocrisies puisque cela laisse la police faire la chasse aux « irréguliers ». Or l'existence de ces « irréguliers » est absolument inévitable : qui peut en effet se trouver en situation régulière dans le dédale juridique existant, surtout avec la misère aux trousses qui pousse à passer les frontières interdites ? Pire, c'est au moment même où l'Etat met les prolétaires « étrangers » à la porte que tout ce beau monde « de gauche » se met à faire insidieusement campagne pour le « retour au pays », encourageant ainsi de fait la politique criminelle du capitalisme.

Il est clair que la nécessaire riposte à l'offensive capitaliste ne peut se faire qu'en soudant les rangs ouvriers, « nationaux » et immigrés, ce qui suppose la lutte résolue contre le contrôle de l'immigration et tous ceux qui la soutiennent : non seulement la bourgeoisie mais les partis de gauche et les bureaucraties syndicales ainsi que tous les courants soi-disant d'« extrême gauche » qui prétendent lutter contre le réformisme et le social-impérialisme mais mènent dans les faits une politique suiviste à son égard.

## La politique criminelle de division du P.C.F. et de la C.G.T.

Question-test pour les forces qui prétendent défendre les intérêts prolétariens, la revendication du contrôle de l'immigration par PCF, PS, CGT, CFDT est un exemple parfait de la politique du social-impérialisme, c'est-à-dire du socialisme en paroles et du pro-impérialisme et du chauvinisme de fait, même si la division du travail au sein de l'opportunisme produit entre eux certaines nuances.

Pour le PCF, pas d'ambiguïté. Depuis des années, il réclame un contrôle accru de l'immigration (voir *Le Prolétaire* n° 189 et 232) et, avec la crise, la fermeture des frontières. C'est ce qu'a rappelé L. Lanterrier, maire communiste de Gennevilliers, dans *Action, le journal des communistes à l'entreprise*, janvier 79 : « dans l'intérêt commun des travailleurs français et des travailleurs immigrés, nous nous prononçons pour l'arrêt de toute nouvelle immigration ». Un des pivots de sa politique est la campagne raciste, véritable incitation à la haine entre travailleurs, qu'il développe dans les municipalités qu'il gère pour le *numerus clausus*, réplique de la fermeture des frontières à l'échelle de la commune : il s'agit d'interdire l'installation dans la commune des immigrés au-delà d'un certain pourcentage et d'appeler les préfetures à leur refuser « nos » HLM et « nos » logements sociaux.

La lecture des journaux municipaux du PCF est édifiante. Ainsi la municipalité « communiste » de Champigny se plaint : « l'essentiel des logements de l'Office Public Interdépartemental sont construits dans les municipalités communistes. Les cas sociaux y sont envoyés, des immigrés aussi. Il s'agit donc de faire de ces cités des dépotoirs afin d'accroître les difficultés (racisme, délinquance, insécurité) dans les mairies dirigées par des communistes » (*Le Réveil du Val-de-Marne*, 17-11-78). Au Conseil général du Val-de-Marne, le groupe communiste a présenté et adopté la délibération suivante : « Le Conseil général demande l'arrêt de toute immigration nouvelle [...] ; une juste et harmonieuse répartition des familles immigrées dans l'ensemble des communes du Val-de-Marne et de l'Île-de-France ; que les logements des organismes HLM et semi-publics soient réservés exclusivement au relogement des familles fran-

çaises et immigrées du département » ; veut « mettre en œuvre une véritable politique de retour volontaire au pays » ; « demande une augmentation et une nouvelle répartition des crédits du FAS entre les communes, en détermination de l'importance de leur population étrangère ». Le PCF, qui s'estime lésé par la présence des immigrés, veut se faire dédommager du « dérangement » sur le dos des immigrés eux-mêmes, au moyen de l'argent que leur vole le FAS ! Soulignons que l'argument du PCF « avec le chômage (près de 40.000 dans le Val-de-Marne), il est nécessaire de stopper l'immigration » (*Réveil* du 94, 12-1-79) est celui de la bourgeoisie. A Colombes, « le Conseil Municipal a décidé de prendre des mesures afin de limiter la venue des familles immigrées à Colombes et de parvenir à un équilibre entre les familles françaises et immigrées qui soit plus bénéfique aux deux communautés ». Les conseillers municipaux ont présenté et fait voter à l'office HLM la délibération suivante : « considérant qu'une concentration de familles immigrées [...] aboutit à une situation intolérable [...] ; que la commune de Colombes doit supporter une charge sociale plus lourde, résultant de l'accueil des familles immigrées qui sont socialement et économiquement les plus défavorisées, les plus nombreuses et comptant le plus grand nombre d'enfants [...] ; que la commune et l'Office HLM ont largement assumé leur devoir de solidarité dans l'accueil des familles immigrées », l'Office HLM demande au Préfet des Hauts-de-Seine « d'orienter désormais les familles concernées vers d'autres implantations que Colombes ». Parallèlement la commission d'attribution de l'OPHLM est chargée de ramener le taux d'immigrés au taux moyen français de 7,7 % « à l'occasion des échanges et attributions de logements » (*Colombes-Informations*, novembre 78).

L'hypocrisie des justifications du PCF ne doit pas abuser : la planification harmonieuse de la répartition des immigrés dans toutes les communes, pour le plus grand bien de tous, au nom du refus de la constitution de ghettos, ce n'est que des mots. Dans les faits, à quoi tout cela revient-il, sinon à aggraver encore les tracasseries administratives, les discrimi-

nations, la ségrégation et l'oppression des travailleurs immigrés ? A quoi cela revient-il sinon à appeler l'Etat à renforcer sa répression pour faire appliquer ce contrôle encore accru, à encourager la pire propagande raciste et accentuer la concurrence entre les travailleurs, entre français et immigrés, entre immigrés anciens et récents ?

Quant à la « véritable politique de retour » que prône le PCF, elle « doit être étudiée en étroite coopération avec les différents pays intéressés, et doit garantir les droits acquis et permettre la réinsertion dans le pays d'origine » (*Action*, n° 24). Réclamer que le retour soit décidé « en coopération avec les pays intéressés », n'est-ce pas avouer que la véritable préoccupation du PCF dans cette question, c'est la paix sociale en général, c'est d'éviter des explosions dans des zones fragiles comme l'Algérie ?

D'accord avec les positions du PCF, la CGT n'a pas varié. Commentant les décisions récentes du Conseil d'Etat (*Courrier Confédéral*, n° 333), et se vantant d'être à l'origine de la plupart des actions en annulation engagées, la CGT tient à préciser qu'elle n'a rien à voir avec l'annulation de la circulaire relative à la suspension de l'immigration : « la CGT n'avait pas attaqué la décision de suspension de l'immigration par la voie de l'ONI de nouveaux travailleurs », car « il n'était pas anormal que le Ministre du Travail décide de ne plus agréer les contrats d'introduction déposés par les employeurs souhaitant « recruter » hors de France et faire venir par l'ONI de nouveaux immigrants, alors que se développait en France un chômage alarmant, et que certains immigrés étaient par ailleurs « refoulés » de France parce qu'on refusait de régulariser leur situation ».

Bien, mais alors, comment comprendre le recours de la CGT contre l'interdiction des régularisations ? Ça « ne signifie pas pour autant que la CGT soit favorable à l'ouverture des frontières et à la libre entrée en France, pour y travailler, de tous les migrants », précise-t-elle. Ce que la CGT n'a pas admis, c'est « l'interdiction générale des régularisations », car « la responsabilité de la situation irrégulière [...] ne peut la plupart du temps leur être imputée, soit qu'on les ait fait venir dans des conditions invraisemblables, soit qu'un ou plusieurs patrons aient d'abord exploité ladite situation irrégulière ». Comme si on pouvait par contre accuser d'autres travailleurs de s'être mis en situation irrégulière, eux que seule la misère pousse vers les centres impérialistes, et dont « l'irrégularité » est le seul produit du contrôle et des réglementations mis en place par la bourgeoisie et son Etat pour exploiter à leur aise ces travailleurs ! En distinguant entre les « bons » irréguliers et les « mauvais », ceux à qui on refuse les papiers parce qu'ils sont chômeurs, ou clandestins, ou militants combatifs, ou encore travaillent dans une branche ou une région où l'on n'a plus besoin d'eux, la CGT livre les seconds à la répression policière de l'Etat, autre face du contrôle qu'elle exige. Il ne s'est jamais agi pour la CGT de demander la régularisation de tous. Ce qui était intolérable, du point de vue de la paix sociale, le seul qui guide la CGT, c'était de prétendre que les régularisations sont « impossibles a priori », à cause du risque d'embrasement des luttes. Mais en orientant ses militants sur des actions ponctuelles, individuelles, de régularisation lorsque le cas est bon : « emploi trouvé, raisons de la situation irrégulière, situation individuelle de l'immigré concerné », la CGT couvre son action de division des rangs ouvriers et d'abandon de toute la classe du voile de l'hypocrisie.

Comme corollaire de ces positions, la CGT développe une campagne pour une « véritable aide au retour » qui « impliquerait le maintien des liens culturels entre l'immigré et son pays d'origine, une préparation au retour, la garantie des droits acquis et surtout une formation professionnelle répondant aux besoins des pays d'origine et facilitant par là-même la réinsertion ». Et c'est au nom d'une « politique de coopération authentique » qu'elle dénonce les dernières mesures de Stoléro restreignant le renouvellement des titres de séjour et de travail (*Courrier Confédéral*, n° 338, 29-1-79). Nous ne reviendrons pas sur le mythe de la « réinsertion », et renvoyons le lecteur à notre organe *El Oumami* n° 2.

# Il n'y a pas d'autre voie que la lutte de classe

Depuis quelques semaines, la pose pathétique des observateurs bourgeois de la « question sociale » témoigne du fait qu'un frisson persistant dérange Messieurs les économistes et autres experts bourgeois en restructurations capitalistes accélérées.

C'est qu'en effet, ces « experts » en redressement économique qui, hier, glorifiaient le développement harmonieux et éternel de la « croissance », sont bien obligés de reconnaître aujourd'hui que lorsque la concurrence impérialiste devient acharnée, qui veut survivre sur le marché doit déclarer la guerre à son rival, et l'abattre.

Pour préserver sa place sur le marché mondial, pour conquérir celle des concurrents, chaque requin capitaliste doit préparer ses armes, et en particulier réduire le plus possible ses coûts de production. Chaque impérialisme affolé se lance alors dans la liquidation de tous les secteurs qui ne peuvent livrer bataille, les peu compétitifs, les fameux « canards boiteux ». Parallèlement, dans les secteurs compétitifs, il s'agit de discipliner toutes les forces productives, et essentiellement bien sûr les prolétaires, aux impératifs de cette guerre économique.

Pour gagner, on jette sur le pavé tous les ouvriers superflus produisant dans des secteurs impropres à la poursuite d'une accumulation effrénée du capital. Au contraire, là où cette accumulation peut se poursuivre, on impose aux bras prolétaires de se démultiplier, on boit leur sueur jusqu'à la dernière goutte pour produire toujours plus, en accélérant les

cadences, en introduisant de nouvelles machines, en rationalisant à outrance l'exploitation, en parcellisant encore plus les tâches sur la chaîne, etc.

Avec en prime, toujours ces « coûts de production », le blocage des salaires, et l'abandon de toutes les concessions patronales, ces faux « acquis », qui aux temps heureux de prospérité capitaliste avaient servi à acheter la paix sociale en entretenant à grands frais une « aristocratie ouvrière » devenue aujourd'hui trop coûteuse et improductive.

Voilà donc la bourgeoisie affairée à ses préparatifs de guerre, et soudain la grande crainte frappe. Comment discipliner ces prolétaires aux objectifs de la croisade pour la « relance économique » ?

Hier, les miettes consenties permettaient d'anesthésier la conscience ouvrière, et, même, en les dispensant savamment, la bourgeoisie savait opposer les prolétaires entre eux, paralyser toute tentative d'unification de la classe. Mais aujourd'hui, demain, plus rien ! Comment panser les plaies de ces millions de chômeurs, comment empêcher que ces prolétaires soumis à une exploitation renforcée ne déclarent eux aussi la guerre, la guerre des classes celle-là ?

La crainte est grande car les signes sont là, modestes et isolés encore, mais lourds de menaces pour l'avenir.

Ces signes, c'est la résistance opiniâtre des prolétaires immigrés des foyers en lutte. Ce sont les grèves courageuses des ouvriers de Renault Flins en juin dernier, c'est la grève des cheminots de la Gare de Lyon en décembre, celle des pos-

tiers de Bordeaux et Limoges.

C'est encore la révolte violente des centaines d'ouvriers de Longwy qui, en dépit des bélements « responsables » et pacifistes des bonzes, dirigent leur colère sur les flics et vont jusqu'à les attaquer dans leur commissariat en repréaille contre la délinquance par ces derniers d'un patron séquestré ; ou ces ouvriers de Manufacture qui las d'attendre la solution « de gauche » à la relance de l'entreprise, lapident le PDG Gadot-Clet dans la cour des ateliers.

La bourgeoisie a de la mémoire, et les grandes peurs passées la rendent prévoyante pour l'avenir. Aussi déclare-t-elle à l'attention de ces prolétaires courageux, par la bouche de Barre : « Je m'efforcerais de faire comprendre aux chefs d'entreprise et aux salariés que leurs intérêts propres passent par le respect de la discipline salariale. Dans le cas contraire, ils n'échapperaient pas aux effets d'une politique plus rigoureuse qu'il deviendrait impossible d'éviter » (Le Monde, 3 février). L'avertissement est clair : hier, nous avons joué la paix sociale. Aujourd'hui, nous devons prévoir la guerre sociale.

Dans son jeu, la bourgeoisie dispose encore largement de cartes « indolores », essentiellement les grands partis opportunistes et leurs succursales syndicales, pour retarder au maximum l'échéance de l'affrontement. Que les bonzes jouent donc leur rôle de conciliateurs et de pompiers, qu'ils canalisent la colère ouvrière sur les voies de garage des « journées d'action » bidon, des négociations dépri-

(suite page 8)

## Souscription permanente

### LISTE NUMERO 6

Toulouse, 218 ; Lyon, 244 ; Grenoble, 128 ; Rouen, 1.390 ; Lille, 476,70 ; Angers, 592 ; Paris, 3.029 ; Barbieri, 20 ; François, 156 ; Bordeaux, 618,30 ; F., 10 ; Thierry, 50 ; X., 2 ; Strasbourg, 870,50 ; un postier, 4 ; un lecteur, 8 ; Outremer, 8,40 ; Canada, 400 ; anonyme parisien, 880 ; abonné Marseille, 20 ; abonné Carcassonne, 20 ; Vosges : en mémoire de Lénine et même pour la presse du Parti, 130 ; X., 6.

Total liste n° 6 ..... 9.280,90  
Total précédent ..... 24.581,45  
Total général ..... 33.862,35

## Brochures

### « Le Proletaire »

● La grève des nettoyeurs du métro (4 F) (\*)

● Postiers en lutte (5 F)

Commandes au « Proletaire »

(\*) Disponible en français et en arabe.

## En Grande Bretagne, vent de tempête sur le contrat social

Imposé aux travailleurs de Grande-Bretagne avec la collaboration expérimentée des directions syndicales des TUC, le contrat d'austérité sévère de 74 avait déjà reçu quelques sérieux coups de canif : grève des mineurs, au cours de laquelle les larbins syndicaux reçurent quelques gifles morales et physiques, grève des dockers, grève des ouvriers indiens et pakistanais à la Grunwick, grève dans l'automobile (Ford, Leyland), grève des ouvriers boulangers, et dans le secteur des employés de l'Etat où l'attaque contre les salaires et les conditions de travail avait été encore plus brutale, mouvements spontanés cet été notamment dans les hôpitaux.

Depuis la fin de décembre, ce sont des centaines de milliers de travailleurs qui ont recommencé à secouer le joug. Dans les transports, routiers puis ferroviaires, chez les employés municipaux, dans les hôpitaux et l'enseignement, etc. Les bourgeoisies anglaise et européenne qui, vers la mi-janvier, semblaient attendre calmement la reprise en main des troupes par les vieux renards du TUC se montraient déjà moins placides début février.

Le mouvement initial, la grève des camionneurs, est né spontanément : 100.000 travailleurs environ se sont mis en grève pour demander une augmentation de salaire de 22 %, et le syndicat de catégorie n'a pu, dans un premier temps, qu'essayer de chevaucher la vague, en recherchant activement tous les moyens possibles pour faire céder les piquets de grève mis en place par les ouvriers aux points stratégiques. Le 20 janvier, le secrétaire général du syndicat des transporteurs, Moss Evans, exhortait les grévistes à « ne pas bloquer les entreprises étrangères au conflit en cours » (précisons qu'une loi de 76 accorde l'immunité aux piquets de grève qui ne bloquent « que » des entreprises formellement extérieures au centre de la grève ! Ndr), « à ne pas user de méthodes d'intimidation et à laisser passer les denrées alimentaires ». Le gouvernement travailliste, piloté au milieu de ces écueils par la « femme de fer » des conservateurs, Mrs Thatcher, envisageait avec l'accord des principaux syndicats de préparer la réquisition et une intervention éventuelle de l'armée. La bourgeoisie respirait, la Bourse gardait sa bonne

tenue (la bourgeoisie anglaise en a vu d'autres...).

Mais... le 22 janvier, la grève s'étendait à d'autres catégories qui, touchées à leur tour par le virus de la lutte de classe, de la solidarité ouvrière et du manque de solidarité avec les exigences de l'économie nationale, se mettaient à leur tour à demander des 20, 30, 40 % d'augmentation de salaire ! Travailleurs du nettoyage, éboueurs, ambulanciers, puis, comme en Italie en octobre dernier, cuisiniers et personnels d'entretien des hôpitaux, avec piquets, employés municipaux et des pompes funèbres se croisaient les bras à leur tour, arrachant au travailliste Callaghan des cris pathétiques « sur la terrible détresse des familles dont les morts ne peuvent pas recevoir de sépulture », et surtout sur l'inquiétude bien plus réelle de la bourgeoisie, qui voit « le vandalisme collectif [tenir] lieu actuellement de négociations collectives » (Callaghan toujours, d'après le Monde du 3-2-79) et les puissantes capacités de lutte immédiate de la classe ouvrière anglaise faire craquer une fois de plus le vernis du civisme et du fair-play. Comme le remarquaient les journaux bourgeois, la bourgeoisie anglaise, en voulant jouer quelques mauvais tours à ses larbins de la direction des TUC, a pu contribuer dans une certaine mesure à la renaissance du mouvement des Shop stewards, ces délégués d'ateliers qui ont montré dans les années 1912-1916 et 1926 (toutes différences de périodes mises à part), à la fois leurs remarquables capacités pratiques, et les inévitables limites de tout mouvement immédiat, aggravées par la faiblesse (avant la première guerre) ou la dégénérescence déjà, en 26, des directions politiques de la classe.

Aujourd'hui encore, si l'on peut attendre de ces luttes un certain affaiblissement de l'encadrement travailliste et un pas dans le sens d'un retour à des traditions de classe dans la lutte économique, il manque encore à ces expériences l'élément catalyseur que seul le parti révolutionnaire de classe est capable d'apporter. Mais les magnifiques exemples de combativité donnés par la classe ouvrière la plus ancienne du monde capitaliste restent un encouragement pour les prolétaires de tous les pays.

## Un tract diffusé à Renault-Billancourt

# Pour vaincre l'isolement

La grande entreprise nationalisée dont l'opportunisme est si fier reste à l'avant-garde de l'attaque contre les conditions de travail des ouvriers : chasse aux malades et accidentés, répression anti-grève, propagande chauvine offensive, intensification des cadences et chasse aux temps morts. Les mouvements partiels qui éclatent périodiquement se heurtent à un puissant barrage opportuniste. Les grèves qui ont éclaté récemment à Saint-Ouen et au 74 de Billancourt ont fait une fois de plus ressentir le besoin urgent d'une liaison entre les foyers de résistance et de l'extension de mouvements qui intéressent tous les ouvriers. A cette occasion nos militants ont diffusé le tract ci-dessous à Billancourt.

Au 74/42 (Atelier Moderne Mastic) tous les ouvriers sont en grève depuis jeudi dernier.

On le sait, c'est là que la direction a institué le nouveau système de poste fixe qui, à en croire la publicité bourgeoise, devait changer la condition de l'OS et le libérer de la chaîne.

En fait de libération, elle réalisait déjà une bonne affaire sur le dos des travailleurs puisqu'avec un rythme de travail plus souple, elle supprimait les pauses et les remplaçants.

Quand un ouvrier s'absente de son poste, le travail est effectué par ses camarades et, pour aller aux toilettes ou souffler un peu, les ouvriers doivent « faire de l'avance ».

Jusqu'à présent, il était admis que les quelques minutes que les travailleurs parvenaient à gratter en travaillant vite pouvaient être reportées en fin de journée et permettre de s'échapper un peu plus tôt de l'abrutissement de l'usine.

Mais aujourd'hui, la direction veut récupérer les pannes (fréquentes parce que l'installation n'est pas au point) sur l'avance prise par les travailleurs !

Sous le règne du capital, il n'y a pas de modernisation de la production qui n'ait pour but de ramasser plus de profit sur le dos des ouvriers !

Les travailleurs ont immédiatement riposté en cessant le travail. Ils ont réussi, malgré les jaunes que la direction utilise pour briser la grève, à arrêter la plus grande partie de la production.

Il ne s'agit pas d'un problème particulier au nouvel atelier.

Cette grève met en avant l'exigence COMMUNE A TOUS d'une réduction de l'interminable et épuisante journée de travail, de la diminution des cadences, le besoin d'avoir un minimum de temps pour soi pour se reposer, pour penser aux problèmes et aux luttes de sa classe.

C'est pourquoi elle ne doit pas rester isolée !

Mais jusqu'à mardi, à part quelques réunions sur les chaînes et un petit tract de la CFDT pour l'Ile Seguin, rien n'a été fait dans ce sens.

Dans son tract, la CFDT se défend d'ailleurs — elle a le culot de le faire au nom des grévistes — de vouloir poser la revendication de diminution du temps de travail et réaffirme son attachement à la sacro-sainte qualité de la production ; en somme, elle appelle à la solidarité mais sur une base où précisément celle-ci ne peut se réaliser et où, au contraire, on crée la division.

— Au 72 un débrayage a eu lieu lundi.

— A Saint-Ouen, 700 ouvriers sont en grève depuis plus de 10 jours demandant la réintégration d'un de leur camarade licencié pour maladie.

ON LICENCIE D'UN COTE, ON AUGMENTE LA PRODUCTION DE L'AUTRE !

Mais là encore, les directions syndicales se sont bien gardées de faire quoi que ce soit qui puisse faire converger les mouvements !

Pas une assemblée générale, pas un meeting commun (alors que chaque jour des grévistes de Saint-Ouen viennent en délégation à Billancourt) pas même un tract informatif ! C'est dans les journaux bourgeois que les travailleurs peuvent se mettre au courant des luttes que mènent leurs camarades !

Il s'agit là d'un sabotage pur et simple, de la même politique qui a fait ses preuves lors des précédentes grèves : celle du 74, celles de Cléon et Flins, du 38 et du 74 où l'an passé la CGT, rappelez-vous, refusait de coordonner les mouvements existants et se déclarait ouvertement contre l'extension de la lutte.

Il revient aux travailleurs combattifs, en particulier à ceux qui ont tiré les leçons des grèves précédentes, de tout faire pour briser le carcan étouffant

(suite page 8)

# Défendre le marxisme dans son intégralité

(suite de la page 5)

la renaissance du mouvement ouvrier à l'échelle mondiale et son organisation centralisée, et en fonction de l'objectif unique et par définition international qu'est la société sans classes : le communisme ;

2° lien entre cette renaissance et l'acceptation intégrale de la théorie et du programme communistes, tels qu'ils sont définis dans les documents constitutifs des trois Internationales, dans les œuvres de Marx, Engels, Lénine et dans les textes de notre Parti ;

3° conception marxiste du lien indissoluble qu'il y a entre constitution du prolétariat en classe et constitution en parti politique, conception déjà proclamée dans le **Manifeste**, rappelée dans les statuts de la I<sup>re</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale, « codifiée » dans les thèses du II<sup>e</sup> Congrès du Komintern sur le rôle du parti dans la révolution communiste, et reliée aux grandes questions de tactique et d'organisation dans nos textes sur « Parti et classe », « Parti et action de classe », « Le

principe démocratique », jusqu'aux thèses du second après-guerre. De même : conception marxiste du lien indissoluble entre constitution de la classe en parti et constitution en classe dominante, et donc en dictature du prolétariat ;

4° lien dialectique entre principes, tactique et organisation et entre tous ces points et le but ultime : le communisme ;

5° centralisme comme **principe** d'organisation et, en même temps, affirmation de sa nature non formelle mais **organique**, cette autre face de la continuité dans le temps et de l'homogénéité dans l'espace des positions théoriques, programmatiques et tactiques du mouvement communiste ;

6° traits distinctifs du mode de production et de la société communistes, aujourd'hui bouleversés au point de se confondre avec ceux du mode de production et de la société basés sur le travail salarié, la marchandise, l'argent, bref le Capital ;

7° caractère scientifique du matérialisme dialectique tant comme interprétation de l'histoire et de la société que, sur un plan plus général, comme conception du

monde — et ceci non pas tant sur le plan strictement doctrinal, mais en polémique contre les élucubrations des spécialistes en glosses et mises à jour de Marx, Engels et Lénine.

Il s'agit en outre d'affirmer la validité de la conception marxiste du rapport entre parti et organismes intermédiaires, ainsi que du cycle historique des révolutions démocratiques bourgeoises, et de relier sa revendication à un bilan aussi bien de la trajectoire parcourue par les organisations ouvrières de défense économique que de la trajectoire des mouvements national-révolutionnaires du second après-guerre et jusqu'à aujourd'hui — trajectoires **prévues** aussi bien dans un cas que dans l'autre par le marxisme, auquel elles n'apportent donc pas un démenti mais une confirmation.

Le matériel de parti sur lequel devra se baser ce travail complexe — dont nous sommes conscients du poids, en regard de nos forces et donc de nos limites actuelles — est énorme, mais il est à la portée de tous les camarades et de toutes les sections.

## Pour vaincre l'isolement

(suite de la page 7)

contre lequel se brisent chaque fois l'élan et l'énergie de la lutte ouvrière.

La coordination et l'extension des luttes sont la première condition de la victoire.

Pour cela, il faut :

— Mettre en avant des revendications qui défendent les intérêts généraux de la classe et unifient réellement les travailleurs, repousser résolument les directives de collaboration de classe, la défense de l'entreprise ou de la production.

— Etablir le lien entre les différents mouvements de lutte directement et à la base, au besoin par dessus les directions syndicales.

— Mobiliser les non-grévistes dans le sens de l'élargissement de la grève en dépassant les inerties et les découragements individuels, fruit de la longue politique de division syndicale.

Pour la diminution du temps de travail et des cadences !

Pour la journée de 7 heures !

Vive la lutte des ouvriers en grève !

Vivre la lutte de classe !

## Il n'y a pas d'autre voie que la lutte de classe

(suite de la page 7)

mantes ou encore du chauvinisme abject.

Mais si les larbins opportunistes essuient quelques revers, alors la bourgeoisie déclarera la guerre ouverte, et jouera l'autre carte qu'elle tient en réserve constamment, qu'elle n'a même jamais cessé de rôder et d'exercer durant toutes ces décennies de paix sociale. Cette carte, ce sont les foudres de l'Etat bourgeois, cette trique antiprolétarienne de défense des intérêts généraux des capitalistes, qu'on abat sans pitié sur les prolétaires indisciplinés : délégués ouvriers de Flins, tous licenciés ou condamnés, ouvriers immigrés des foyers, tous en procès, expulsés ou tabassés par les flics, grévistes de la SNCF ou des PTT, tous expulsés par les CRS ou traduits devant les conseils de discipline !

Voilà la leçon qu'ont à retenir les prolétaires combattifs qui veulent rompre avec l'infâme paix sociale et prendre comme boussole la défense exclusive de leurs intérêts de classe. L'opportunisme endort d'un côté, et l'Etat frappe de l'autre !

Quand elle est menacée sur ses flancs, la bourgeoisie fait corps et réagit aux attaques prolétariennes isolées et partielles de façon unifiée et centralisée, grâce à cette armée permanente de guerre civile qu'est l'Etat bourgeois.

Pour abattre cet Etat, et même simplement pour se défendre aujourd'hui contre les coups de la répression, les prolétaires ont besoin d'une organisation encore plus centralisée que celle de la bourgeoisie. Pour cela, il leur faut renverser toutes les barrières artificielles, catégorielles, locales, de race ou de sexe, que dresse entre eux l'opportunisme. Ils ont besoin de renouer résolument avec l'utilisation de leurs armes de classe véritables : l'appel le plus large à la solidarité de classe par le renforcement des grèves contre la répression, l'organisation de piquets de grève et d'organes d'auto-défense ouvrière.

Mais ils ont par dessus tout besoin d'une claire orientation unitaire et classiste pour les guider sur le difficile chemin de la reprise à large échelle de la guerre de classe. Une orientation de classe qui, en intégrant les dures leçons des batailles et des échecs passés, constitue le levier indispensable à tout travail organisé en vue de la défense immédiate comme de l'émancipation définitive du prolétariat.

Et c'est la responsabilité du Parti de classe que de défendre et propager largement dans les rangs prolétariens cette orientation réellement classiste qui fait appel à la défense intransigeante des principes invariants de la théorie et du programme marxistes.

### AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

#### EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages .. 4,00 F
- Revue « Programme Communiste » :
  - N° 1 à 46 ..... épuisés
  - N° 47, 50, 56, 61 ..... 4,00 F
  - N° doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 55 ..... 7,00 F
  - N° 58, 71, 72, 73 ..... 10,00 F
  - N° 59, 60, 62, 63 ..... 5,00 F
  - N° 64, 65 ..... 6,00 F
  - N° 66, 67, 68, 74, 75, 76, 77 ..... 8,00 F
- Journal « Le Proletaire » - Collections reliées :
  - Volumes 1 à 4 ..... en reliure
  - Volume 5 : du n° 211 au n° 257 (années 1976-77) ..... 40,00 F
- Série : « Les textes du Parti Communiste International » :
  - 1. Communisme et fascisme, 158 pages ..... 8,00 F
  - 2. Parti et classe, 112 pages ..... 8,00 F
  - 4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages ..... en réimpression
  - 5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme » 100 pages ..... 7,00 F
  - 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages .... 4,00 F
  - 7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours ..... en réimpression

#### EN LANGUE ITALIENNE

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages .... 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages ..... 40,00 F
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, 752 pages ..... 45,00 F
- Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
  - 1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages ..... 7,00 F
  - 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours ..... 12,00 F
  - 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages ..... 12,00 F
  - 4. Partito e classe, 137 pages ..... 15,00 F
  - 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna dei futuri rinnegati, 123 pages ..... 12,00 F
  - 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages .... 10,00 F

## La justice, arme d'intimidation

(suite de la page 2)

Il s'agit ensuite, devant l'aggravation des tensions sociales illustrée en particulier par la montée de la colère qui éclate là où la crise fait sentir ses effets avec le plus d'acuité (comme en Lorraine, à Saint-Nazaire, à Caen, dans le Nord ou ailleurs), d'intimider la masse des ouvriers sans direction, sans perspective, après des décennies de destruction des buts et des principes de classe, et de pousser leurs réactions contre la violence quotidienne de l'exploitation — et pas seulement de la répression bourgeoise — dans les canaux aseptisés de la « contestation » et les voies du parlementarisme où s'amortissent et se stérilisent la colère et la violence des exploités.

Il s'agit enfin d'habituer toute la société à ce que la police et les corps de répression contrôlent tout, interviennent à tout moment et se renforcent en permanence. Et quand il n'y a pas la violence de la révolte, il y a les crimes et les délits suscités par la société pourrie pour justifier le blindage pathologique de l'Etat.

Et dire que devant ce spectacle de la dictature bourgeoise qui doit se faire tous les jours plus ouverte, il y a des soi-disant « révolutionnaires » et même « marxistes » qui demandent d'avance à la dictature prolétarienne de mettre des limites à la terreur et au caractère de classe de sa répression !

### Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 2 (27 JANVIER 1979) DE

### il programma comunista

- Per il comunismo, per la rivoluzione di classe e la dittatura del proletariato.
- Il convegno sulle società cosiddette post-rivoluzionarie : Nipoti dello stalinismo, liquidate pure il vostro falso marxismo.
- La legge-quadro, camicia di forza per i lavoratori del pubblico impiego.
- Bumedien o la nascita dello Stato algerino.
- Iran, Eredità Pahlavi : rivoluzione capitalista alla cosacca (II).
- Salta il patto sociale inglese.
- Lotte operaie e problemi sindacali : Ferrovieri navi traghetti. Coordinamento operaio Lunigiana di Milano.
- Vita di partito : Per l'integrale riaffermazione della dottrina marxista. Conferenza pubblica : il marxismo unica teoria della rivoluzione proletaria.
- Recensione : A. Bordiga, *Drammi gialli e sinistri della moderna decadenza sociale*.

### EL PROGRAMA COMUNISTA

### Communist Program

### Kommunistisches Programm

### Permanences du Parti

#### EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> jeudi de chaque mois, soit le 8 mars et le 12 avril, de 19 h 30 à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

#### EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit le 17 février et le 3 mars.

• A Amiens : tous les lundis de 12 h 30 à 14 h, Café Le Lutetia, rue Saint-Leu.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Aries : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 à 12 heures, soit le 17 février et les 3 et 17 mars.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 25 février et le 25 mars.

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit le 18 février et les 4 et 18 mars.

• A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, les dimanches 11 et 25 février, 11 et 25 mars.

• A Nantes : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 4 février et le 4 mars.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, soit le 18 février et le 18 mars.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

#### EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

La permanence du Parti à Strasbourg a lieu désormais tous les vendredis de 18 h à 19 h à la même adresse que précédemment

#### CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme  
32, rue du Pré-au-Marché  
1004 LAUSANNE

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission paritaire de presse : 52926